

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА BALKANSKA FEDERACIJA
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА FEDERACIONIT BALKANIK
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقاز فدراسیونی

Adressez la correspondance à
F. LINDNER, Wien, IX.
 Postamt 72, Postfach No. 37.

Paraissant tous les
 1 et 15 du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
5000 et **60.000** cour. pour l'Autriche
10 cent et **1 dollar** pour tous pays restants

SOMMAIRE

TEXTE FRANÇAIS (385—392)

D. Vlachoff: Les luttes du peuple macédonien pour la liberté. I.
Nicolas Obarov: Pour l'indépendance de la République du Rif.
G. Kazanovsky: L'opinion publique européenne et la situation en Bulgarie.
A. Devolli: La sixième Assemblée de la S. D. N.
Senko: Après la trahison de Raditch.
 Revue de la Presse.

TEXTE ALLEMAND (393—394)

Eine Proklamation des Albanischen Nationalen Komitees (Konare)
M. Kalinovsky: Der Kongress der II. Internationale und das Tsankoff-Regime.

TEXTE SERBE (394—395)

M. Vladimirov: Stanovishte Koste Todorova.

TEXTE ALBANAIS (395—395)

S. S.: Njolla e trahiti (Vermoshi e Sh. Naumi).

TEXTE CROATE (396—398)

A. Cesarec: Poslije likvidacije od 27 Marta.

TEXTE BULGARE (398—400)

Редакцията: Годишнината на едно клане.

G. Kazanovski: Европейското обществено мнение и положението в България.

*** Националните малцинства в Ромъния.

PARTIE FRANÇAISE

Les luttes du peuple macédonien pour la liberté

A partir de ce numéro, nous commençons à publier une étude de notre camarade D. Vlachoff sur le mouvement révolutionnaire macédonien et les luttes que ce peuple mène, depuis des décades, pour sa libération — jadis du joug turc, maintenant des impérialistes serbes, bulgares et grecs, qui se sont partagés le pays et ne cessent d'attiser les désaccords intérieurs.

Les pages qui suivent, écrites par une plume compétente et expérimentée, serviront à éclairer la religion de tous les honnêtes gens sur les événements sanglants qui se déroulent en Macédoine et qui tiennent en haleine l'Europe entière.

La Réd.

I.

La Macédoine, de par sa situation géographique, est l'un des pays les plus favorisés des Balkans.

Entourée à l'est par le massif des Rhodopes (aujourd'hui Despoto-Dagh), au nord et au nord-est par les Monts Rila, Ossogovo, Skopska Tcherná Gora et le Char, à l'ouest par les Monts Korabe et Bigla, et au sud par ceux de Pinde et Olympe, elle constitue une entité géographique et économique quasi parfaite.

Son sol est fertile et permet les cultures les plus diverses.

Le peuple macédonien est laborieux, énergique, intelligent, opiniâtre dans son travail; il se distingue par des qualités naturelles.

Différentes nationalités vivent en Macédoine, mais sont tellement liées entre elles par des intérêts communs politiques et économiques, qu'elles forment un tout indivisible, un peuple homogène.

En un mot, le peuple macédonien possède les conditions nécessaires pour se gouverner soi-même et régler ses propres affaires comme bon lui semble.

Cependant, la situation de ce peuple est atrocement tragique. Après avoir souffert pendant des siècles sous le joug des sultans turcs, il subit à présent, depuis une douzaine d'années, l'oppression de ses „frères“ chrétiens des gouvernements grec, yougoslave et bulgare, dont les régimes sont tyranniques et despotiques.

Ironie du sort! Ce peuple qui mène depuis des décades une lutte acharnée pour sa liberté, qui a donné des dizaines de milliers de victimes dépassant celles que les Serbes, les Grecs et les Bulgares donneront pour leur liberté, — ce peuple vit actuellement dans le plus sombre esclavage.

Dans cette étude nous tâcherons de dire brièvement ce que furent ces luttes et les efforts gigantesques de tout le peuple macédonien pour conquérir sa liberté.

La situation en Macédoine avant l'époque révolutionnaire.

En Macédoine les luttes révolutionnaires ont commencées plus tard que celles de la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. La cause principale en était que les moyens de communication, qui ont rendu possibles les insurrections en Grèce et en Serbie au commencement du XIX^{me} siècle, en Bulgarie vers 1860—1870, — n'existaient pas en Macédoine. Ce ne fut que très tard, après la guerre de Crimée, que les voies ferrées commencèrent à être posées en Macédoine et que les relations maritimes avec les Etats occidentaux et méditerranéens commencèrent à s'établir.

Jusqu'en 1860, la Macédoine était isolée, à l'écart du commerce international, séparée des autres pays, ne produisant pas pour le marché mondial. Les besoins de la population, ceux des paysans surtout, étaient restreints; ceux des seigneurs féodaux, des „spahis“, étaient également limités. Les

paysans se sentaient libres; ils étaient les propriétaires de leurs terres.

Par le fait du changement des conditions économiques du pays, entré dans la vie internationale vers 1860, un grand bouleversement eut lieu dans les relations entre les paysans et les „spahis“.

Par les réformes, introduites en Turquie par le sultan Abdul Medjid, les paysans macédoniens furent astreints à payer des impôts excessivement lourds, au-delà de leurs forces.

D'autre part, les „spahis“, voyant leurs besoins d'argent augmenter, se rabattirent sur les paysans.

Ainsi, les paysans, taillables et corvéables à merci, pressurés par l'État et par les „spahis“ furent obligés, dans leur misère, de vendre leurs terres aux „spahis“. Ces terres que les paysans cultivaient depuis les temps immémoriaux en propriétaires furent transformées en fermages, et les „spahis“ en devinrent les maîtres absolus, soutenus par le gouvernement turc. Dès lors la situation des paysans, terrorisés par les autorités, empira de plus en plus et devint intolérable.

La persécution gouvernementale s'étendant également sur la population des villes, tout le peuple macédonien subissait le joug physique, morale, économique et politique.

Il n'y avait en Macédoine, aucune garantie pour la vie des personnes et leurs biens. Le brigandage prenait partout des proportions considérables. Des bandes s'étaient formées dans tout le pays, en particulier dans l'ouest et le sud-ouest, et la population en souffrait énormément. Les autorités turques, loin de prendre des mesures contre ces bandes, étaient en beaucoup d'endroits leurs complices.

L'oppression morale allait de pair avec l'oppression économique. Les Chrétiens, les Bulgares en particulier, étaient persécutés. Il leur était défendu de fonder des écoles, d'ouvrir des salles de lecture, des églises. On donnait la chasse aux prêtres, aux instituteurs plus encore.

Bref, la population rurale vivait dans la plus noire misère; elle devait donner la moitié de sa production aux „spahis“; avec l'autre moitié payer des lourds impôts à l'État. Le peu qui lui restait était loin de suffire à sa nourriture, et c'était la famine. Le pays était „administré“ par la bureaucratie turque, corrompue au possible et pour laquelle le peuple n'était qu'une vache laitière. L'oppression politique privait ce peuple de ses libertés les plus élémentaires.

Tel était le tableau de la Macédoine vers 1880, lorsque le mécontentement des masses populaires ne cessait d'augmenter, sans pouvoir être retenu et se manifestant par de fortes protestations, des mutineries et des insurrections. La libération de la Bulgarie était un exemple encourageant, qu'il fallait suivre.

Le premier soulèvement eut lieu en octobre 1878 dans la province de Kresna. Les villages Kresna, Ochtava, Metchkoul, Senokossé et Vrabtché y participèrent. Les insurgés occupèrent le défilé de Krsna et toute la vallée du Strouma; attaquèrent un détachement de l'armée régulière qu'ils firent prisonnier. Ils restèrent les maîtres de la situation deux mois durant. Mais, peu à peu, force leur fut de reculer devant l'écrasante supériorité numérique des troupes turques.

Plus tard, vers la seconde moitié de novembre 1878, une autre insurrection éclata dans la province de Razlog. Son succès fut de courte durée; l'insurrection fut étouffée avec une férocité bien turque. Des centaines de personnes furent massacrées, — et une dizaine de milliers s'enfuirent en Bulgarie.

Des tentatives d'insurrection eurent lieu dans les provinces de Prilep et d'Ochrida en 1880. Une „tchéta“ propagandiste s'y forma pour soulever le peuple. Mais le voïvode Spiro Trsné fut tué dans un combat contre un détachement turc, et la „tchéta“ dispersée.

Un nouveau mouvement éclata au printemps 1881 dans la province d'Ochrida; mais il fut très vite et très féroce-ment étouffé. Les turcs instaurèrent un régime particulièrement féroce, qui pesa alors durant deux années entières sur ces régions; les arrestations s'opéraient en masses. La Bulgarie étant déjà libre, des intellectuels macédoniens, des paysans, des ouvriers et des artisans, des régions de la Macédoine occidentale et sud-occidentale et des régions limitrophes de la Bulgarie, où la population vivait par trop misérablement émigrèrent dans le nouvel État libre. Auparavant les émigrés macédoniens allaient surtout en Serbie, Roumanie, Grèce, Constantinople, l'Asie Mineure, et bien peu en Bulgarie, qui n'était jusque là qu'une province turque. Mais maintenant le nouvel État affranchi et libre était à même d'offrir du travail et une existence, à tous ces émigrés.

Le nombre des intellectuels augmentait en Macédoine avec le développement des écoles. Pourtant, les moyens

d'existence manquaient pour eux tous dans le pays, car ils ne pouvaient y occuper que des postes d'instituteurs dans les écoles nationales, les postes dans l'administration de l'État, ne leur étant pas accessibles et le commerce et l'industrie étaient encore aux premières phases de leur développement. Aussi les intellectuels macédoniens émigrèrent-ils en Bulgarie, où y trouvèrent aisément un champs d'activité, une existence.

Les paysans et les ouvriers qui émigraient en Bulgarie y trouvaient facilement du travail dans les villes et dans les grands villages, comme ouvriers du bâtiment, dans les entreprises publiques et privées, aux champs, etc. etc.

Les petits bourgeois pouvaient également, sans grande peine, s'installer en Bulgarie et se créer une existence.

Dans la plupart des cas, ces émigrés portaient tout seuls pour la Bulgarie ou les autres pays et, après y être restés pendant quelques années, ils retournaient en Macédoine. Une bien petite partie seulement s'établissait définitivement dans le pays d'émigration.

Vers 1890, plus de 100.000 Macédoniens avaient ainsi émigré en Bulgarie, et quelques dizaines de milliers en Serbie, en Roumanie, en Grèce, à Constantinople et en Asie Mineure. Ce fut à cette époque aussi que l'émigration en Bulgarie commença à travailler à la libération de la Macédoine du joug turc.

Étant donné que les conditions de la vie en Bulgarie étaient bonnes, que la vie et la propriété privée étaient en sécurité, qu'on y jouissait de libertés politiques, les Macédoniens bulgares (tels étaient presque tous les émigrés en Bulgarie) se sentaient dans leur pays d'adoption comme chez eux, l'émigration ne pensait qu'au changement de régime en Macédoine, à l'affranchissement du joug turc et à l'annexion du pays à la Bulgarie. En conséquence, elle s'organisa en des associations et des comités poursuivant ce but.

Les plus hardis des intellectuels macédoniens en Bulgarie, enthousiasmés par les exploits et l'oeuvre des révolutionnaires bulgares Rakovsky, Boteff, Levsky, H. Dmitr, Stefan Karadjata, Benkovsky et autres, pleins d'idéalisme et d'espérance, commencèrent à travailler les masses populaires macédoniennes pour la libération du joug turc et l'annexion à la Bulgarie.

Ainsi fut créée l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne.

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne.

L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne fut fondée en 1893 par Gotsé Deltcheff, Peré Tocheff, Damian Groneff, le Dr. Khristo Tatartcheff, Peter P. Arssoff et Guércché Pétrouff.

Le but des fondateurs de l'Organisation était de conquérir la liberté politique pour la Macédoine, — son autonomie sous le protectorat des grandes puissances.

A cet effet, et en tout premier lieu, ils s'efforcèrent de s'assurer la collaboration des intellectuels, des instituteurs, du clergé et enfin des artisans des villes. En effet, ces classes les plus intelligentes de la population furent facilement gagnées à la cause de l'Organisation. L'initiative fut accueillie avec enthousiasme; des comités et des groupes locaux furent constitués.

Au début, l'Organisation Révolutionnaire ne développa son activité que parmi la population bulgare de la Macédoine et parmi les partisans de l'Exarchat bulgare. Elle se méfiait des Bulgares restés attachés au Patriarcat Oecuménique, ainsi que des Bulgares catholiques et protestants. Quant aux Turcs, aux Albanais, aux Koutso-Valaques, aux Serbes et aux Grecs, ils n'entraient même pas en ligne de compte pour les fondateurs de l'Organisation. Ils craignaient que l'oeuvre révolutionnaire ne fut désapprouvée, contrecarrée et paralysée, s'ils commençaient leur travail parmi toutes les nationalités de la Macédoine. Cette crainte était fondée, étant donné la grande méfiance entre toutes ces nationalités différentes, méfiance fortement attisée par les organes des autorités turques.

Cette réserve fut cependant de courte durée. Les chefs du mouvement eurent vite fait de constater que l'idée d'une action révolutionnaire pour la libération de la Macédoine trouvait des adhérents fervents parmi les Bulgares non-exarchistes, autant que parmi les autres nationalités. Sous l'influence des membres à tendances socialistes les statuts furent modifiés, et ainsi tout Macédonien, sans distinction de race, de religion ou de conception politique, qui se déclarait prêt à lutter pour la libération du pays, était invité à entrer dans l'Organisation.

Les premières années de sa fondation, l'Organisation n'eût de succès que dans les villes; la population citadine, intellectuellement plus développée, concevait aisément l'idée

d'une lutte révolutionnaire. Mais, peu à peu, les masses paysannes commencèrent à y adhérer.

Pour élargir son rayon d'influence, l'Organisation se conforma au milieu dans lequel il lui était indispensable de développer son activité.

Les chefs du mouvement, comprenant très justement que, pour avoir des succès auprès des masses paysannes dont la culture était bien moins développée que chez celles des villes, ils devaient leur inculquer que leurs intérêts concrets et immédiats ne pouvaient être bien servis et bien défendus que par l'Organisation. Car l'idée de liberté nationale et politique n'étant pour le paysan qu'une notion abstraite, il était difficile de le gagner à une idée dont il ne verrait pas les avantages pratiques; il n'aurait pas pu s'en enthousiasmer, et partant, mener une lutte révolutionnaire, lutte exigeant de si nombreux sacrifices. Tandis qu'une lutte pour l'amélioration de sa situation économique, la lutte pour la possession de la terre qu'il cultivait, avait pour le paysan un sens autrement réel. C'est ainsi que l'Organisation commença à s'intéresser vivement aux rapports des paysans avec les propriétaires et à s'y mêler, prenant toujours parti pour les opprimés.

L'Organisation fut alors considérée comme la protectrice ardente des intérêts de la masse paysanne.

En effet, elle s'efforçait d'améliorer la situation de toutes les catégories des travailleurs agricoles, fixant elle-même le salaire minimum qu'ils devaient recevoir pour leur labeur.

Ainsi, par exemple, le Comité Central de l'Organisation de la province d'Uskub avait fixé que les travailleurs agricoles devaient recevoir 10 piastres par jour, 7½ les femmes et 5 les enfants, c'est-à-dire trois fois plus de ce qu'ils recevaient jusque-là; les ouvriers engagés pour l'année devaient recevoir, en dehors de la nourriture, environ 2000 kg de blé, de seigle et d'orge, et un terrain était mis à leur disposition pour ensemençer 150 kg. Enfin, ils devaient toucher une rétribution annuelle en numéraire de 3 livres turques, — soit quatre fois plus qu'auparavant.

De pareilles décisions furent prises et imposées par le Comité Central Révolutionnaire de la province de Serrès aussi.

En outre, l'Organisation interdit aux chrétiens de racheter des fermes turques; en agissant de la sorte, elle poursuivait le but d'obliger les propriétaires à vendre leurs métairies aux paysans qui les cultivaient.

Les paysans se rendirent compte qu'en devenant membres de l'Organisation Révolutionnaire, ils amélioraient leur situation et obtenaient des possibilités de devenir propriétaires eux-mêmes. Cette considération les y fit adhérer en masses. Les cadres des „tchéta" révolutionnaires furent posés; l'Organisation Révolutionnaire devint, de par sa composition, surtout paysanne, aux yeux de qui elle justifia pleinement la confiance qu'elle était parvenue à gagner. Elle prit sous sa protection tout le peuple macédonien, les paysans tout particulièrement. Le brigandage qui sévissait continuellement terrorisant la population des contrées de l'ouest de l'est, fut combattu avec acharnement et anéanti par elle. Les gros propriétaires n'osaient plus trop malmenager leurs fermiers craignant les mesures répressives de l'Organisation. Les paysans commencèrent à respirer.

L'Organisation répandit peu à peu son activité dans tous les domaines de la vie publique. Elle avait ses tribunaux et ses organes exécutifs, elle dirigeait la vie culturelle de la population; en un mot, elle était un Etat dans l'Etat. Son prestige augmentait tous les jours, à tel point que presque tous les Macédoniens en faisaient partie.

Les autorités turques ne virent pas sans inquiétude les proportions que prenait la puissance de l'Organisation. Les organes du gouvernement connaissaient souvent les noms des membres actifs de l'Organisation, les endroits où opérait telle ou telle „tchéta" révolutionnaire, mais n'osaient rien entreprendre contre.

L'Organisation causait aussi quelque inquiétude à quelques grandes puissances européennes, et ce à juste titre; car en organisant les masses macédoniennes, elle pouvait éventuellement nuire aux visées balkaniques des puissances européennes. La diplomatie européenne fut en effet obligée, à plusieurs reprises, de s'occuper des affaires macédoniennes. Les puissances s'immiscèrent dans les affaires intérieures de la Turquie, élaborèrent des projets de réforme, firent appliquer certaines améliorations.

Mais la situation de la population ne fut pas sensiblement changée, et le but que poursuivait l'Organisation ne pouvait être conquis par des interventions diplomatiques.

(A suivre)

D. Vlakhoff

Pour l'indépendance de la République du Rif

La guerre mondiale fut un crime impardonnable des capitalistes envers les classes travailleuses et les peuples coloniaux, qu'ils poussèrent à la boucherie — après une préparation des plus savantes — pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs. Mais sa fin sonna le réveil des exploités et des esclaves coloniaux. Le vieux monde fut si fortement secoué par la vague révolutionnaire d'après-guerre qu'il faillit s'effondrer et faire place à une société nouvelle, dans laquelle le travail, le progrès et le bien-être de tous en seraient les bases fondamentales. Excepté dans un pays, les forces de réaction et de conservation continuèrent à détenir le pouvoir. Avec ses hauts et ses bas, tantôt sourde, tantôt ouverte et sanglante, la lutte continue contre l'ennemi intérieur ou le conquérant étranger...

Le carnage de 1914 ne fut pas une vaine expérience pour les peuples coloniaux. Au contact des européens ils apprirent beaucoup; à manier les armes et les utiliser contre leurs oppresseurs surtout.

A l'insécurité et aux difficultés intérieures qu'ont les grandes puissances s'ajoutent celles de leurs colonies, qui les inquiètent, et les mettent aux abois.

On n'est plus à compter les coups essayés par l'Angleterre dans ses colonies, dont les peuples engagent avec fermeté et ténacité la lutte suprême pour l'indépendance nationale.

Le réveil du peuple chinois, les luttes armées qu'il livre contre le front-unique des impérialistes, est le fait qui caractérise le mieux l'état d'esprit qui règne et qui ira, tout le fait prévoir, en s'accroissant, jusqu'à la libération du joug de l'impérialisme étranger.

Ces derniers temps l'impérialisme français encaisse les coups les plus durs dans ses colonies. En Syrie, le soulèvement des Drûzes lui fait perdre des forces respectables, en même temps que du terrain, à tel point que le général Sarrail — le Ponce Pilate du procès de Salonique — n'ose pas avouer les véritables pertes subies, encore moins reconnaître la situation critique de ses troupes, — et ce malgré les sommations du président du conseil Painlevé et l'émotion de l'opinion publique, que ces nouvelles alarment.

Mais ce qui doit avant tout retenir notre attention et nous tenir en haleine, est la lutte décisive que les Rifains mènent pour leur indépendance. Nous suivons, non sans inquiétude, les péripéties des combats entre les impérialistes franco-espagnols et les paysans du Rif, auxquels vont toutes nos sympathies et notre solidarité révolutionnaire.

Ce serait mal connaître les jeux des coulisses de la politique internationale que de croire qu'il s'agit seulement du Rif et que son indépendance est seule en question. En vérité, pour bien comprendre la situation, il faut lier à cette question de l'indépendance des montagnards rifains, les luttes pour la suprématie dans la Méditerranée, où chaque puissance y joue sa carte. L'Angleterre détient le Gibraltar, point stratégique très important, mais si la France avait Tanger, son importance diminuerait considérablement, car dans l'éventualité d'un conflit armé, il serait à la merci de l'aviation française. Profitant de ces antagonismes, l'Italie tourne ses regards vers la Tunisie où, tôt ou tard, elle compte asseoir son empire colonial. Malgré l'aide de l'Angleterre, l'Espagne laisse échapper de ses mains débiles ses conquêtes du Maroc. Depuis 1921 ses généraux essuyent défaite sur défaite par les rifains. Dans l'espoir de sauver la situation, le théâtral dictateur Primo de Rivera prenait le commandement des troupes espagnoles en automne dernier. Loin de la changer, il l'empira, confirmant la défaite irréparable de ses troupes par des dizaines de milliers de morts et de blessés.

Apeurée par ces victoires, et malgré le désir de paix des rifains, la caste militariste française déclenche la guerre, ne voulant à aucun prix admettre l'existence d'une République indépendante du Rif, de crainte de compromettre ses positions au Maroc.

La guerre que les impérialistes français voulaient, — ils l'ont. Elle a commencé par des défaites pour eux, et l'inquiétude n'a pas tardé à s'emparer des milieux officiels français. La débâcle espagnole n'est-elle pas trop récente et présente à la mémoire de tous, pour qu'on ne s'en souvienne pas? Comme conséquence, le maréchal Lyautey, résident général du Maroc français fut écarté du commandement, de nouveaux crédits furent votés au Palais-Bourbon, des contingents frais embarqués, suivis de munitions, d'avions, des canons, des gaz asphyxiants, — de tout le matériel nécessaire à une guerre moderne.

Des milliers de soldats français sont déjà tombés. On les prépare à des sacrifices plus sanglants encore, mais qu'importe! Il faut que les capitalistes français puissent continuer à tirer des profits et agrandir leurs conquêtes! „Qui n'avance pas recule“ avouent-ils.

Il se soucient bien peu de faire éclater une nouvelle conflagration mondiale. Se rendant compte que l'empire colonial français de l'Afrique du Nord court un danger mortel, ils sont capables de tous les crimes pour maintenir leur domination. La force, et rien qu'elle, voilà la loi de l'opresseur impérialiste. Et de nouveau, comme en 1914, l'union sacrée refleurit, mais cette fois-ci sans le parti des ouvriers et des paysans, qui se dressent infatigablement contre les aventures coloniales.

* * *

De par ses fondements l'impérialisme tend à élargir ses marchés commerciaux et industriels, et à y exploiter les richesses du sol et du sous-sol. Et le Maroc ne pouvait pas échapper à son partage entre les grandes puissances, qui prétendent apporter avec elles la civilisation aux „barbares“. Cet argument est si périmé et mensonger qu'il se passe de réfutation.

Le sort du Maroc se décida en 1904. La France reconnut les droits de l'Angleterre sur l'Egypte, en revanche de quoi, et par réciprocité, la Grande-Bretagne consentait à l'occupation du Maroc par les français. Après bien des tractations l'Espagne adhéra à cette convention et reçut sa part. Le pouvoir du sultan était, de fait, inexistant. Il resta un pantin aux mains des conquérants.

Cette solution mécontenta fortement les hommes d'Etat allemands, qui cherchaient depuis longtemps l'occasion favorable pour mettre pied du Maroc. Dès lors, les chancelleries européennes redoublèrent les intrigues et les marchandages. En 1906 la conférence d'Algésiras fit un nouveau partage du Maroc entre la France et l'Espagne, soutenue par l'Allemagne, à laquelle on consentit, ainsi qu'à l'Italie et à l'Angleterre, de larges compensations. Le coup de force d'Agadir et d'autres incidents qui faillirent mettre le feu à l'Europe montrèrent combien la question marocaine était précaire.

A la fin de la guerre européenne le Maroc fut de nouveau à l'ordre du jour. A nouveau les prétentions des puissances s'affrontèrent pour sa possession.

En 1921, les hostilités s'ouvrent entre les rifains et l'armée espagnole, qui depuis court de défaite en défaite. Les victoires des paysans commandés par Abd el Krim inquiètent les français pour plus d'une raison, avant tout pour leur sécurité. En outre, ils connaissent bien les richesses du sous-sol du Rif, où le fer abonde, les mines fourmillent, — tandis que le Maroc français n'a pas de sous-sol exploitable.

L'administration française au Maroc ne se contente pas d'accaparer la terre fertile, d'exproprier le paysan indigène au profit des colons ou des compagnies privées, de les tenir à la merci de la soldatesque; — il lui importe surtout de tuer dans l'oeuf tout signe de réveil du peuple et l'espoir de celui-ci: la République du Rif.

Les coupables du sang versé sur le sol marocain sont connus. C'est à la haute finance, aux magnats industriels, aux militaristes et à leurs représentants au gouvernement qu'il faut demander des comptes.

La Banque de Paris et des Pays-Bas, qui à elle seule a l'exploitation du commerce du blé, des constructions des ports, des chutes d'eau, des chemins de fer, etc. préfère la guerre que de perdre ses concessions si avantageuses au Maroc. En Espagne, la Compagnie des Mines du Rif fait des affaires d'or sur les cadavres des soldats espagnols.

Les durs combats que nous menons dans les Balkans ne nous font pas oublier notre solidarité fraternelle avec les combattants rifains, qui luttent pour leur indépendance nationale. **Eux au Maroc, nous sur le front des Balkans, nous combattons le même ennemi: l'impérialisme capitaliste et ses agents.**

Un coup porté à l'impérialisme au Rif, a ses répercussions politiques dans la péninsule balkanique. Ce coup l'affaiblit et rapproche le jour de la libération des peuples, dont les alliés sont les ouvriers et les paysans conscients des pays oppresseurs.

L'évacuation du Maroc! L'indépendance de la République du Rif! sont des mots d'ordre que nous faisons nôtres. Dans les luttes décisives et grosses de conséquences qui se déroulent dans les montagnes du Rif, nos vœux ardents accompagnent les audacieux paysans qui combattent pour l'indépendance de leur République.

Nicolas Obarov

L'opinion publique européenne et la situation en Bulgarie

La dictature sanglante des professeurs et des généraux ne cesse de sévir en Bulgarie. Le peuple travailleur qu'on assassine toujours, subit les souffrances les plus cruelles. Les renseignements reçus de là-bas, de source absolument sûre, nous montrent la situation des masses laborieuses comme la plus désespérante.

Nous soumettons ces informations à nos lecteurs:

„Le pays vit sous une terreur blanche qui a pris des proportions excessives. Non seulement des milliers de communistes et d'agariens périssent victimes de ce régime inique, mais aussi des paysans, des ouvriers, des intellectuels, qui n'ont aucune participation dans ces mouvements, sont massacrés tout simplement parcequ'ils ne se solidarisent pas avec le système politique régnant. La terreur blanche s'attaque même à des milieux bourgeois — tel le journaliste Herbst, tel Koeff, et beaucoup d'autres. Le nombre des détenus s'élève actuellement à 4500; 280 personnes ont été jusqu'à ce jour condamnées à mort, 700 à 800 le seront très prochainement. Plus de 600 personnes ont été tout simplement exécutées sans jugement. (Des renseignements d'autres sources affirment que le nombre des exécutés sans jugement monte à 3000). **Un groupe de 42 communistes de Sofia fut amené, les mains liés, le 17 avril dernier, dans la salle à manger de la caserne du 6^{me} régiment d'infanterie; ils y furent tous coupés en morceaux. Parmi eux se trouvaient G. Dimitroff, L. Kandeïf, V. Gueorguieff, Guene Pétroff ainsi qu'un employé de banque et ANNA MAIMOUNKOVA furent coupés en pièces le 9 juin dernier au cimetière de Sofia.** A Choumen le procureur demande la condamnation à mort de 130 accusés; à Haskovo de 250, à Vratza de 80, etc., etc. Les tribunaux militaires jugent „par ordre.“ Malgré que les faits imputés à des centaines d'accusés datent d'avant la proclamation de l'état de siège, ils sont jugés par des Cours Martiales et non par des cours de juridiction ordinaire. Dans beaucoup de cas, la défense n'est pas admise. Onze attentats ont été perpétrés sur les personnes des avocats ayant plaidé pour des accusés; les menaces de mort se chiffrent par centaines.

La terreur blanche adopte tous les jours de nouveaux procédés. Aux environs de la ville de Samokov 6 détenus ont été tués pour „tentative de fuite“; près de la gare de Bélovo, sur la voie ferrée Sofia-Plodiv, 26 personnes ont été trouvées „tuées dans des circonstances inconnues“; dans les régions de Pétritch, Méhomia, Névrokop et Gorna Djoumaïa (en Macédoine bulgare), après le meurtre du voïvode P. Mikhaïlov, 100 personnes furent massacrées et pendues dans les trois derniers mois. Dernièrement, la presse de „l'opposition légale“ a fait quelque bruit contre les „meurtres illégaux;“ mais cette même presse garde le silence sur les massacres et les condamnations à mort en masses. Aucun journal en Bulgarie ne s'est élevé contre ces sentences monstrueuses.

Le gouvernement ne s'arrête devant rien dans l'accomplissement de son plan d'extermination systématique des communistes et des agariens de gauche. Il massacre tous les leaders actuels, aussi bien que tous les militants anciens des associations paysannes et des groupes communistes paysans.

Simultanément, le capital donne libre cours à ses appétits insatiables d'exploitation. Les salaires des ouvriers des manufactures de tabac ont été diminués de 10 Lewas. La journée de huit heures et la législation ouvrière sont entièrement abrogées. Cette année la récolte est bonne, mais la population continue à manger du pain de qualité très inférieure vendu à 10½ lewas les 900 grammes. Le gouvernement soutient et encourage les spéculateurs. **Jamais la misère des masses n'a été aussi grande qu'aujourd'hui, mais aussi jamais la bourgeoisie n'a mené une vie aussi débauchée et aussi cynique.**

Cette situation continue.

Le 27 août, „des gens inconnus“ enlevèrent chez lui à Tatar Pazardjik et tuèrent le docteur Lévy, — sans que les assassins soient inquiétés; c'étaient des agents de Tsankoff. On n'a été ému de l'un des nombreux meurtres accomplis récemment à Stanimaka que parce qu'il a provoqué un conflit diplomatique avec le gouvernement grec.

Devant la perspective constante d'être assassinés, — ou arrêtés, puis torturés, et enfin exécutés sur „condamnation judiciaire,“ un grand nombre de citoyens bulgares se mettent en état de rébellion.

Les violences de Tsankoff n'atteignent pas que les Bulgares.

Une délégation du parti travailliste anglais était arrivée dernièrement à Sofia tout simplement pour se renseigner sur la législation sociale du gouvernement, annoncée avec forces louanges et hauts cris à travers le monde par les agents de Tsankoff. Les délégués furent arrêtés, quoique munis de passeports en règle dûment visés par la légation bulgare de Londres.

Une délégation ouvrière tchèque arriva ces jours-ci en Bulgarie pour se renseigner sur la situation générale et pour distribuer des secours aux détenus, aux veuves et aux orphelins des tués. Elle fut chassée de Sofia après un séjour de quelque jours. Les délégués étaient pourtant munis de passeports avec visas en règle.

Dans nombres d'autres cas, les agents officiels de Tsankoff à l'étranger refusent tout simplement de donner des visas à des membres de telles délégations. Tel a été le cas en Suisse, où des hommes politiques suisses, des députés, des médecins et autres, ne purent obtenir le visa d'entrée en Bulgarie de la légation bulgare de Berne. De même, la légation de Vienne (dont les fonctionnaires ont participé directement à la perpétration d'attentats sur les personnes des adversaires du régime sanglant de Tsankoff) a refusé d'accorder des visas à un groupe d'hommes politiques voulant se rendre en Bulgarie pour s'informer de la situation générale. Sur la plainte véhémement ad hoc du Dr. V. Rosenfeld, représentant du barreau de Vienne, un journal bulgare attirait l'attention du ministère des Affaires Étrangères sur les agissements illégaux de la légation à Vienne, et l'invitait à faire une enquête.

Depuis quelques temps le gouvernement Tsankoff s'acharne à détruire aussi les organisations des employés de l'Etat: des chemins de fer, des postes et télégraphes, de l'administration sanitaire, de la Banque de l'Etat (de toutes les banques en général), des instituteurs, etc. La chasse aux instituteurs est particulièrement intense. Dans les conseils scolaires, ce sont les prêtres qui commandent; dans les conseils supérieurs d'instruction: les évêques. Tsankoff, professeur et ministre de l'Instruction Publique, a accusé les instituteurs des villages d'être des éléments subversifs et a menacé de "détruire leurs nids." Il a destitué des milliers d'instituteurs d'écoles primaires. Dans les administrations des chemins de fer, des postes et télégraphes, les établissements sanitaires, etc. les directeurs sont des despotes aussi absolus l'arbitraires. Des fonctionnaires honnêtes sont renvoyés et remplacés par des gens précédemment chassés pour vols et abus dans le service. — Bref, tous ces travailleurs, sous l'arbitraire et la violence de la dictature fasciste, suspectés de "conspiration", se trouvent sous la menace continuelle de l'article 15 de la loi sur la défense de l'Etat.

Nul ne songe pourtant à la faim et à la misère de ces gens, provoquées par la spéculation capitaliste inouïe, que Tsankoff soutient.

Pour avoir une idée de la situation terrible, nous releverons un cas qui scandalisera les plus endurcis.

Le 27 août la ville de Troïan fut envahie par des détachements de l'armée et de la gendarmerie; une terreur indescriptible y régna. Pendant plusieurs jours il ne fut permis à personne de sortir de la ville. Les violences commises obligèrent les partisans du gouvernement même à élever leur voix. Un député du parti de Tsankoff, M. T. Doumanoff, a adressé à ce dernier et à la presse de Sofia un télégramme où il est dit textuellement:

„Depuis quatre jours la ville Troïan est en état de siège. Tous les citoyens sont enfermés dans leurs maisons. Hier seulement on a permis aux enfants de dix ans de sortir, mais seulement pour aller chercher de l'eau. Le travail aux champs dûit cesser au moment où il était le plus nécessaire: une excellente récolte de prunes périt, et en même temps s'anéantit l'existence de toute la ville pour une année entière. Je ne puis admettre que le gouvernement bulgare ait pu ordonner une pareille violence dans son propre Etat." Et au député de conclure: „Si on ne mets pas immédiatement fin à cette terrible situation, le nom de notre malheureuse ville de Troïan restera un triste monument dans notre histoire."

Cet état de choses mène le peuple bulgare au désespoir. Yanko Sakazoff même est obligé de constater ce fait. Interviewé par l'ÉPOKHA, il déclare: „Il suffit d'aller dans une petite région de la province, de parler avec le peuple travailleur, pour être frappé par le mécontentement, qui atteint des proportions désespérantes."

Où donc est l'issue à cette situation?

De quelle manière le peuple travailleur bulgare se débarrassera-t-il de cette dictature infâme?

Les masses travailleuses bulgares s'épuisent sous le régime sanglant de Tsankoff. Elles sont accablées et affaiblies. L'appui des masses travailleuses internationales et de l'opinion publique est indispensable; — il s'impose.

Et cet appui commence à se faire sentir.

Les ouvriers de beaucoup de pays ont déjà manifesté contre le régime barbare de Tsankoff. Des assemblées de protestations ont été organisées à Vienne, à Graz, à Paris et ailleurs contre les bourreaux de Sofia. Les protestations des organisations ouvrières, du Secours Rouge International, de diverses associations philanthropiques, ainsi que d'hommes politiques, contre le régime des dictateurs sanguinaires, que les partis communistes du monde ont stigmatisé comme le plus ignoble que l'histoire connaisse, se tiennent. D'autre part, beaucoup de journaux socialistes l'ont critiqué, et véhémentement.

Le Congrès de l'Internationale Socialiste à Marseille a déclaré, par la bouche de son président, **que les potentats actuels en Bulgarie sont trempés dans le sang et que ce sont ses violences qui provoquent les rébellions dans le pays.**

Cependant, ces protestations doivent augmenter et englober les larges masses.

Nous nous adressons au prolétariat européen, aux masses travailleuses et à l'opinion publique du monde entier, en particulier à ceux des pays par l'appui desquels existe le régime terroriste en Bulgarie; ils doivent sauver de l'extermination le peuple travailleur bulgare.

Les mots d'ordre: A bas l'état de siège, à bas les meurtres politiques, — des 280 nouvelles sentences de mort des ouvriers, des paysans et des intellectuels — à bas les assassins du peuple bulgare! doivent être proclamés par les masses ouvrières et par l'opinion publique avancée du monde.

Les protestations contre le régime des bourreaux doivent continuer. Elles ne doivent cesser tant que ce régime infâme ne s'écroule.

Boycottez ce gouvernement de bandits!

G. Kazanovsky

La sixième Assemblée de la Société des Nations

La comédie annuelle recommence à Genève! C'est la sixième Assemblée de la Société des Nations.

Les représentants politiques les plus autorisés de tous les Etats participants donnent leur opinion sur les travaux à l'ordre du jour de l'Assemblée. Les peuples attendent, pleins d'espoirs, les résultats de tous ces déplacements et pensent, qu'enfin, toutes les questions seront résolues selon leurs intérêts.

Les diplomates iront à Genève pour y prononcer des discours, louer l'„énergie" du Conseil de la S. D. N. et se congratuler mutuellement. Ils nommeront des commissions et des sous-commissions où l'on discutera à souhait. Ensuite, l'Assemblée siégera à nouveau pour entendre les travaux des commissions, qui n'auront fait aucun travail. Cela n'empêche qu'on constatera „qu'un grand pas a été fait en faveur de la paix"! Et la sixième Assemblée de la Société des Nations prendra fin sans avoir abouti à quoi que ce soit de concret ou de positif...

Ce qu'est la S. D. N.

Comme toujours, les naïfs croient que la S. D. N. représente les nations, qu'elle est la plus haute institution de la justice européenne, ou plutôt mondiale; qu'elle travaille à la prospérité des peuples et au maintien de la paix, etc. En réalité, la S. D. N. est tout autre chose, sinon l'opposée de ce que ses fondateurs prétendent. Elle ne fait que nuire aux nations, en général, et aux petites nations en particulier. Elle ne les représente point, mais les Etats oppresseurs des peuples.

Fondée par le traité de Versailles et poursuivant l'application des traités iniques et arbitraires, elle est détestée dans les larges masses du peuple.

Parmi les services rendus que la S. D. N. aime à inscrire à son actif, il faut en citer deux:

- 1) Avoir empêché jadis une invasion serbe en Albanie, et;
- 2) Assaini monétairement l'Autriche.

En ce qui concerne la première question, l'invasion serbe en Albanie, quoique plus tard, eût lieu tout de même. Quant à la seconde, nous savons très bien ce qu'ont coûté et coûteront à l'Autriche les fameux services de la S. D. N. D'ailleurs ces deux questions se posent à nouveau devant elle comme irrésolues!

La S. D. N. a la prétention de maintenir la paix dans le monde! On se demande alors si ce qui se passe au Maroc

est la paix? Puisque ses intentions sont si pacifiques, pourquoi permet-elle aux gouvernements français et espagnol de combattre les Rifains, qui veulent leur liberté et leur indépendance? Pourquoi laisse-t-elle ce petit peuple mourir des gaz asphyxiants et des dynamites? Ne sont-ils pas un peuple, comme tout autre, ayant le droit d'être membre de la Société des Nations? A les entendre, les Rifains doivent se „civiliser“ par le soin du gouvernement français, qui accomplit sa mission avec des canons et les bombardements aériens.

Mais si Abd el Krim parvenait à battre l'impérialisme français, jetait ses troupes à la mer, comme firent les Turcs avec les Grecs, — alors il serait un héros digne d'entrer dans la S. D. N., comme ce fut le cas de Mustapha Kemal.

Ainsi donc, la S. D. N., dirigée par les opprimeurs des peuples ne peut rien changer tant que ces changements ne lui sont pas imposés par la force.

Actuellement, il y a plusieurs questions d'une grande importance à l'ordre du jour de la S. D. N. Pour les raisons invoquées plus haut, elle n'en pourra résoudre aucune.

La question de Mossoul montre bien son impuissance, quoiqu'elle ne soit pas difficile à solutionner, si l'on ne prenait en considération le malheur pour ce pays d'avoir du pétrole. Bien entendu, ce conflit aurait été tranché en faveur de l'Angleterre, si les Turcs n'avaient une armée forte et éprouvée, qui prète à réflexion!

La S. D. N. et les peuples balkaniques

Ce que nous venons de dire sur la S. D. N. et les peuples en général, concerne aussi les peuples balkaniques, victimes des traités impérialistes.

Leur situation malheureuse ne changera en rien ni après la sixième Assemblée de Genève, ni après la seizième. Et s'ils ne mettent fin à cette comédie, elle pourrait durer encore longtemps.

La S. D. N. piétine les droits des minorités avec un cynisme rare. Certes, ce ne sera pas elle qui empêchera la Roumanie de continuer à tyranniser les diverses nationalités; la Bulgarie de dépasser en cruautés les époques les plus sombres du moyen-âge; les Macédoniens d'être sous le joug des Etats qui occupent leur territoire; les Albanais de souffrir les crimes de la soldatesque serbe, non seulement à Kossovo, mais aussi à Tirana. Même le voyage de Mr. Raditch en personne à Genève, comme membre de la délégation yougoslave, ne modifiera en rien la situation critique du peuple croate.

Le salut des peuples est en eux-mêmes

Les peuples balkaniques devront comprendre qu'ils n'ont rien à attendre de la S. D. N. Ils doivent chercher leur salut en eux-mêmes. Leur tâche est de se libérer des influences néfastes qui les poussent aux conflits entre eux. En renversant leurs gouvernements respectifs, ils feront autant avec la S. D. N., l'alliée de ceux-ci. Lorsqu'ils se seront acquittés de leur devoir, ils mettront fin aux traités et jetteront les bases d'une société nouvelle.

Alors, ils formeront la Fédération Balkanique qui, forte et puissante, fondera avec les autres peuples, sur les ruines de l'ancienne, la nouvelle S. D. N.

A. Devolli

Après la trahison de Raditch

La capitulation du parti de Raditch devant la monarchie et la bourgeoisie hégémoniste serbes s'est déroulée avec une vitesse vertigineuse. Les résultats de cette „entente“ n'ont pas tardé à se faire sentir. La loi draconienne sur la presse, qui tend à étouffer toute protestation des masses contre les détenteurs du pouvoir, ainsi que la loi sur les douzièmes du budget, avec le supplément du ministre de la Réforme Agraire, Paul Raditch, réglant les relations entre les propriétaires fonciers et les acheteurs, — sont les premiers fruits de „l'entente“. C'est la preuve que les partisans de Raditch sont décidés à aller jusqu'au bout de leur trahison, en servant la monarchie et l'hégémonie panserbe. Par leur servilité ils tiennent à prouver qu'ils sont les dignes héritiers de Svétozar Pribitchévitch. L'humiliation de Stéphan Raditch, ses flatteries au roi „national“ et les parades ne feront pas oublier la férocité des dernières lois votées, ou à écarter, — comme il le voudrait — et remettre les questions importantes insolubles sous le régime radical-raditchien. Pourtant l'histoire est là pour nous montrer que dans des situations plus favorables que ne l'est le royaume des Serbes-Croates et Slovènes, et des clowns politiques plus capables que Stéphan Raditch, ces moyens n'ont pu réussir

à endormir les masses et vaincre les réalités de la vie. Et quand il est question des parades, le tout récent passé d'Agram le démontre, — qu'elles ne peuvent pas servir de baromètre pour se rendre compte de l'état d'esprit des masses populaires. En 1920, Agram — celui des noceurs et des jouisseurs — recevait avec enthousiasme son roi „national“, mais quelques mois après l'Agram des travailleurs manuels et intellectuels votait unanimement contre ce même roi „national“, pour la république.

La différence entre 1920 et 1925 consiste seulement en ce que S. Raditch était alors à la tête de la lutte pour la république, tandis qu'aujourd'hui il est devenu le laquais et l'humble serviteur de la monarchie. En 1920, les dames perverses d'Agram poussaient des soupirs derrière la loge d'Alexandre Karadjordévitch, comme maintenant Raditch se bouscule pour se rapprocher le plus de lui, afin d'être éclairé par „l'éblouissante étoile de Karadjordé“. Comme les gestes ridicules et blasés de 1920 n'eurent aucune importance pour la lutte républicaine de la paysannerie et des ouvriers croates, — la mégalomanie actuelle de Raditch ne pourra non plus nuire à ce mouvement.

A moins de tomber dans un esclavage complet, la seule issue de cette situation pour l'ouvrier et le paysan croates est la continuation de la lutte pour la république. Leur situation, comme celle de tous les ouvriers et paysans de Yougoslavie est désespérée et s'empire de jour en jour. Depuis l'Obznana la classe ouvrière encaisse les coups les plus durs de la part de la réaction panserbe, qui la terrorise et l'exploite sans merci. L'impôt sur les salaires ouvriers a été voté grâce aux voix des traîtres de Raditch. Le paysan est pillé; l'impôt qu'on lui impose atteint dans certaines contrées mille sur cent!

La défaite du parti communiste eût pour conséquence d'empirer la situation de la classe ouvrière, tant au point de vue politique qu'économique. Semblablement, la capitulation de Raditch et de ses partisans aura pour suite de rendre plus précaire la situation des paysans. La bourgeoisie serbe, enivrée par sa victoire sur Raditch et convaincue que sa capitulation est un coup mortel pour la lutte républicaine des paysans, essaiera de faire peser sur leur dos, plus que par le passé, les lourdes charges de la „reconstruction“ capitaliste.

La réaction politique continue comme sous le régime Pachitch-Pribitchévitch. Depuis l'avènement du „gouvernement pacificateur radicalo-paysan“ rien n'a changé. Les prisons sont toujours pleines de combattants ouvriers et paysans; — et si ce n'est Raditch et ceux qui ont pu s'échapper, — personne n'en est encore sorti. Le bâton et la crosse ont toujours le dernier mot! On tient des détenus des mois entiers, sans les faire comparaître devant le tribunal. A Lioubliana, une dizaine d'ouvriers du „Secours Rouge“ attendent dans la geôle depuis février dernier; ils sont obligés de recourir à la grève de la faim pour qu'on les fasse comparaître devant une juridiction. A Belgrade aussi, depuis le début de l'année, sont enfermés les fonctionnaires du „Secours Rouge“ et des jeunes, attendant en vain d'être jugés. Telle est la justice dans la monarchie du „type anglais“ de Raditch!

Il serait ridicule d'attendre des changements du régime actuel. Malgré que la capitulation de Raditch soit une consolidation provisoire, et de la monarchie, et de l'hégémonie serbe, celles-ci ne s'illusionnent pas outre mesure, quoiqu'elles fêtent leur triomphe éphémère. La loi la plus réactionnaire sur la presse prouve combien elles doutent que Raditch puisse entraîner dans les eaux monarchistes les paysans et les ouvriers croates. Un J. Miloïkovitch, qui s'est mis au service de l'hégémonie panserbe, peut seul le croire. Dans son journal „l'Unité

Rectification

Dans notre dernier numéro (Nr. 27) du 1er septembre, un passage de l'article de notre collaborateur Chkami i Kavajaj, intitulé: „St. Naoum et la grande prophétie de Mr. Nintchitch“, contient un passage rendu inintelligible par une erreur typographique.

L'alinéa deux du dit article doit être lu comme suit: Le 9 décembre 1924 Mr. Nintchitch, ministre des Affaires Etrangères de la Yougoslavie, accordait une interview aux journalistes de Rome. Nous en résumons la partie concernant l'Albanie: „... Malgré tout, y compris le verdict de la Cour de justice de la Haye, le différend albanano-yougoslave concernant le monastère de St. Naoum ne peut pas être considéré comme définitivement tranché; nous ne nous sommes pas encore servis de toutes les preuves dont nous disposons“ (!)

N. D. L. R.

Ouvrière" il ne se retient pas de joie que Raditch ait „réussi" à convertir la paysannerie républicaine croate au monarchisme!

D'après ce qu'on sait jusqu'à présent, la trahison de Raditch est loin d'être approuvée par les paysans croates. Il est à craindre pour la monarchie, les hégémonistes serbes et leurs acolytes, que leurs désirs ne restent dans le domaine des rêves. Quoique le Parti Républicain Paysan Croate soit tout ce qu'il y a de plus autocratique, les paysans de divers endroits se sont prononcés contre la trahison de Raditch. De nombreuses organisations votèrent des résolutions dans lesquelles on critique véhémentement la capitulation de leur chef. Passer sous silence ces résolutions ne servira pas beaucoup à Raditch. On se rappelle que celui-ci approuvait la candidature aux élections législatives de ceux seulement dont il était absolument sûr qu'ils le suivraient et n'auraient que louanges pour ses voltes-faces politiques.

La sortie de quelques députés du Club Paysan Croate est un événement important, qui ne peut passer inaperçu. Les

raisons données par le député dissident Troyanovitch de sa sortie du Club prouvent clairement qu'il a agi, ainsi que ses amis, sous la pression des masses paysannes. La conférence ouvrière et paysanne du département Biélovár-Krijévatch où ont été jetées les bases du bloc ouvrier-paysan, nous indiquent le chemin que prendront les futures luttes politiques en Yougoslavie. En 1919 et 1920, malgré la réaction du Parti Radical et de l'Union Croate, dans les réunions secrètes et les montagnes, un puissant mouvement républicain s'organisa chez les paysans. Aujourd'hui aussi, c'est par la conspiration que se crée le bloc républicain ouvrier-paysan, qui réglera ses comptes avec Raditch et ses maîtres.

La paysannerie croate restera fidèle aux idées et à la politique de l'Internationale Paysanne, car toute autre politique serait un suicide. Alliée avec la classe ouvrière, elle sera le porte drapeau de la lutte pour la république ouvrière et paysanne, qui jouira de la confiance des masses opprimées et exploitées des Balkans.

Senko

REVUE DE LA PRESSE

Presse autrichienne

Une opinion sur les crimes du régime Tsankoff

L'avocat et publiciste bien connu le Dr. Friedrich Bill, de Prague, accédant à des invitations instantes, voulait se rendre en Bulgarie, tant pour se rendre compte sur les lieux mêmes des événements des dernières semaines, que pour essayer, ainsi qu'il le dit dans le „Morgen" de Vienne du 10 août, d'„atténuer le sort de l'un des plusieurs milliers de détenus".

En passant par Vienne, écrit-il, il se rencontre avec Bourilkoff, le vice-président de la Banque Nationale Bulgare, qui l'assure que l'ordre et la tranquillité règnent en Bulgarie. Le Dr. Friedrich Bill, qui était fortement recommandé aux personnages officiels de Sofia, se prépare donc à continuer sa route, plein d'espérance — lorsqu'il reçoit la nouvelle que l'homme, auquel il allait porter son aide et assistance, avait été tué depuis déjà plusieurs jours. Alors, il s'arrête, interrompt son voyage, et se demande: Par ordre de qui le député agrarien Popow a-t-il été tué à Sevlievo? L'avocat communiste Vasilow à Svistow? Par ordre de qui le journaliste bourgeois Josef Herbst a-t-il été assassiné? Il se demande encore: Qui a condamné à mort et à de longs années de travaux forcés les 18 gymnasiens de Wratzt? Par ordre de qui des garçons et des fillettes sont-ils exécutés? Et il s'informe.

„J'ai entre les mains." — écrit le Dr. Friedrich Bill, — „la traduction d'un ordre secret du ministre de la Guerre bulgare — ou une mystification. Il y est ordonné, pour les combats contre les paysans et les communistes, d'anéantir en tout premier lieu les plus intelligents, les plus capables et les plus courageux des adhérents de ces idées... Il devra être dressé au plus tôt des listes ad hoc afin qu'au moment donné tous les chefs, coupables ou non, soient tués. Dans les localités où éclateraient des troubles, tous les détenus, les conspirateurs, tous ceux qui les aident ou les cachent, devront être tués sans merci, ainsi que leurs familles. Leurs maisons doivent être incendiées... Tout adversaire arrêté devra être interrogé et exécuté dans les 24 heures. La désobéissance des officiers à ces instructions devra être immédiatement punie de mort; il en sera de même pour ceux qui révéleraient le contenu de ce document..."

„J'ai sur ma table une quantité de rapports de la Bulgarie; je lis, en feuilletant, au hasard: Procès Pertchemlieff: 4 condamnations à mort et exécutions; le procès Miltenoff: 6 condamnations à mort; le procès de

Plewna: l'accusation requiert 32 condamnations à mort; au procès de Vratzt: deux condamnations à mort et deux aux travaux forcés à perpétuité. L'énumération des condamnations à mort pourrait être publiée en un fort volume."

„Ce que des réfugiés bulgares me racontent, me fait frémir d'épouvante. Est-il vrai que les emprisonnés subissent des tortures atroces et que beaucoup d'entre eux, pour s'y soustraire, se suicident? On me raconte: on trouva estropiées des dizaines de personnes suspectes au gouvernement, les ongles arrachés, les mains et les pieds troués par des clous, l'épine dorsale fracturée. On vit des hommes, mis en liberté et, au moment de sortir de la prison, assaillis et assassinés „par des inconnus..."

„Je reçois à l'instant même la nouvelle que le Dr. Yankoff, qui donna des soins médicaux au révolutionnaire Friedmann a été mis en prison pour avoir rempli son devoir professionnel."

„Mais même si tout ce qui m'est raconté depuis des jours n'est dû qu'à une fantaisie excitée et si une parcelle seulement est vraie, — après les aveux officiels et ce qui m'est rapporté par des fugitifs, documents et témoins à l'appui — je demande: comment un gouvernement peut-il avoir le droit de s'imposer par la potence, par des incendiaires, par la prison, le meurtre, — à une majorité écrasante de la population? Les puissances européennes, qui ont autorisé ce gouvernement à augmenter son armée de 10.000 hommes, se seraient ainsi fait les complices de cet abus de la force armée? Il est de la dernière urgence de remédier à cette situation du peuple bulgare."

M. le Dr. Fr. Bill, en grand honnête homme qu'il est, frémit à l'idée qu'une „parcelle" de tout ce qui lui a été rapporté et prouvé soit vrai. Malheureusement, ce n'est pas seulement qu'une parcelle qui est vraie. Le gouvernement Tsankoff se maintient aujourd'hui contre les paysans, contre les ouvriers, même contre une considérable partie des bourgeois.

Presse française

Contre le crime de la justice roumaine à Kichenev

La „Société des Amis de la Bessarabie" vient de publier une lettre ouverte adressée aux autorités roumaines et signée par des hommes politiques, des savants, des artistes, etc. Les plus éminents, dont Henri Barbusse, Georges Duhamel, le p. Albert Einstein, le prof. Charles Grünberg, Victor Margue et beaucoup d'autres personnalités marquantes,

Cette lettre dit, entre autres:

„Quatre cent quatre-vingt six paysans, hommes, femmes et enfants comparaissent devant la cour martiale à Kichenev, accusés d'avoir participé au mouvement révolutionnaire de la Bessarabie en septembre de l'année dernière. Ce procès prend déjà une importance extraordinaire de par le grand nombre des accusés, mais les nouvelles reçues de la Roumanie sont terribles et révoltantes. C'est à l'administration roumaine qu'incombe en entier la faute de cette révolte, — et ce sont ces 486 paysans qui doivent être les victimes de cette administration! Ainsi qu'il l'a été constaté à la Chambre de Bucarest, **treize de ces accusés ont déjà été exécutés sans sentence judiciaire**; les autres accusés n'ont pas la possibilité de se défendre, attendu qu'ils ne peuvent pas se mettre en contact avec leurs avocats. Nul correspondant, ni roumain ni étranger, n'est autorisé à pénétrer en sol bessarabien. Un lieutenant Morarescu, dont les mains sont ensanglantées par le meurtre de 30 femmes et enfants, n'en fut aucunement inquiété. Ce sont les gendarmes qui ont directement provoqué la révolte de Nikolajewa, en tuant en plein jour, en pleine place du marché, un paysan qui ne voulait pas se désaisir gratuitement de sa marchandise. Ce fut l'étincelle qui enflamma la révolte couvant depuis longtemps déjà.

La vengeance du gouvernement fut terrible. Nikolajewa et cinq autres villages furent entièrement détruits par l'artillerie et la ville de Tatar-Bunar fut incendiée. Après les combats dans cette ville, **200 paysans furent massacrés dans les rues, et 89 autres, réfugiés dans une église, furent torturés et tués ensuite**. Les communiqués officiels annoncèrent avec emphase, que 2000 personnes furent les victimes de la campagne de vengeance du gouvernement. Toute une contrée de 60 kilomètres carrés a été transformée en un désert.”

Les régimes terroristes des Balkans devant le congrès de l'Internationale Socialiste, à Marseille

Dans son discours d'ouverture, le président du Congrès, Mr. Henderson, ancien ministre dans le cabinet Macdonald, après avoir parlé des régimes réactionnaires et arbitraires qui battent leur plein dans tant de pays, des excès du fascisme en Italie, de la terreur blanche en Hongrie etc. et du régime de l'oppression et de la violence dans tous les pays balkaniques, s'arrêta plus spécialement sur la dictature terroriste en Bulgarie.

„Quand ces derniers temps,” dit Mr. Henderson, „le nom de la Bulgarie est prononcé, cela se fait toujours pour parler d'exécutions capitales, de tortures infligées dans les prisons et d'horribles excès et violences, de l'oppression et de la vengeance criminelle. Nous ne pouvons pas mesurer aujourd'hui, d'ici, les responsabilités individuelles de chacun pour ces terribles atrocités, mais nous pouvons dire que les hommes actuellement au pouvoir dans ce pays sont maculés de sang du haut en bas, et que c'est leur régime de violence qui pousse à la révolte.”

Que le citoyen Henderson prenne garde!

S'il veut sérieusement „mesurer les responsabilités individuelles de chacun pour ces terribles atrocités” du régime Tsankoff, il faudrait qu'il commence par ses camarades de parti, ses amis les chefs socialistes bulgares, membres et délégués au Congrès de Marseille... Une déclaration claire éviterait bien des équivoques et bien des malentendus. Quand il s'agit de la vie des milliers de personnes, les scrupules de désavouer publiquement ses amis ne sont pas permises, car ce double jeu revient de la complicité avec les criminels.

Espérons sans espoir!...

Contre la terreur blanche en Roumanie

C'est devant une salle pleine à craquer que s'est déroulé à Paris, le 1er septembre au soir, dans la salle des Sociétés Savantes, le meeting de protestation organisé par le Secours Rouge International, pour stigmatiser la terreur blanche sévissant plus forte que jamais en Roumanie, et pour essayer de sauver le 386 paysans bessarabiens menacés de mort par la haine vindicative du gouvernement Braïanu.

Après les discours de véhémentes protestations de Paul Louis, Séverine, Georges Pioch, Sémard et d'autres personnalités, l'ordre du jour suivant fut adopté:

„Les travailleurs de Paris élèvent leur protestation contre le régime d'oppression et d'illégalité qui livre les ouvriers et les paysans à l'arbitraire policier et aux violences de la soldatesque;

Exprimant leur indignation contre les crimes de la répression, tortures, assassinats, fusillades en masse, qui, depuis la fin de la guerre, ont fait plus de 15.000 victimes parmi le peuple bessarabien, cruellement persécuté, contre l'arrestation des secrétaires des syndicats rouges;

Demandaient à tous les ouvriers, à tous les hommes de conscience, de participer par le Secours Rouge à l'oeuvre de défense et d'assistance des victimes de la réaction.”

Presse serbe

Draguicha Laptchévitch et l'alliance des peuples balkaniques

Le leader socialiste yougoslave D. Laptchévitch vient d'écrire un article intitulé „Nouveau programme”, paru dans la „Politika” de Belgrade du 15 septembre, qu'on peut qualifier, pour le moins, d'étrange. Citons plutôt:

„Le ministère des Affaires Etrangères a le devoir d'entreprendre toutes les mesures pour sa sécurité extérieure, à laquelle on parviendra totalement et efficacement par l'alliance des peuples balkaniques. Cette alliance ne sera pas une coopération momentanée, mais une organisation économique, culturelle et politique stables, sous quelque forme possible que ce soit. Car, il n'y a pas à se tromper: tant que nous ne sommes pas unis dans les Balkans, tant que notre union ne se fait pas avec les Bulgares, les Albanais, les Grecs, les Roumains, et autant que possible, avec les Turcs, — nous serons toujours dans l'insécurité. Il va de soi que pour eux, désunis, le même danger existe que pour nous, danger terrible et d'autant plus grand que les Balkans et l'Asie — Mineire sont des points par lesquels différentes grandes puissances pensent réaliser leur but, ou se consolider et se prémunir des attaques éventuelles et des perturbations.”

Nul besoin d'avoir l'esprit critique très développé, pour se rendre compte que les conceptions du citoyen Laptchévitch sont des plus utopiques. Tel Platon, il cherche aussi le „bon tyran” pour réaliser ses rêves.

A-t-il la mémoire si courte pour oublier que les expériences du philosophe ne furent pas des plus concluantes?...

Venant d'un socialiste, voire d'un „marxiste”, — comme il aime s'intituler lui-même — cela est d'autant plus inadmissible.

Vraiment ce socialisme à l'eau-de-rose mène à tout, à condition d'en sortir!

Presse croate

La trahison de S. Raditch jugée par les siens

Le quotidien „Hrvat” d'Agram, reproduit dans son numéro du 30 août, les déclarations du député Mata Yagatitch, dissident du Parti Républicain Paysan Croate, — en réponse à l'invitation que lui fit S. Raditch, de lui déposer son mandat de représentant du peuple:

„J'ai désavoué M. Raditch, car il a jeté le peuple croate dans l'abîme, au moment même où ses maux devaient prendre fin et ses aspirations se réaliser, — du moins en partie.”

Quant à la confiance du peuple croate, dont il parle, — je n'ai que cette réponse:

„S'il lui reste tant soit peu de conscience, qu'il cesse de parler de ce peuple martyr, qu'on bâtonne, tue, humilie, emprisonne, et qu'on persécute et meurtris; — ce peuple qui voyait en lui son chef, et qu'il a trahi.”

Une preuve de plus que Raditch, depuis sa capitulation, perd chaque jour du terrain dans les masses paysannes croates.

PARTIE ALLEMANDE

Eine Proklamation des Albanischen Nationalen Revolutionären Komitees (Konare)

Wir erhalten aus Genf folgende Proklamation:

An das albanische Volk!

„Die neuen Herrschenden in Albanien treten die wahren nationalen Interessen Albanien so sehr mit den Füßen, daß Achmet Bey Zogolli nummehr begonnen hat, Stücke aus dem lebendigen Leib des Vaterlandes herauszuschneiden, um seinen Herren, die ihn zur Macht geführt haben, die ihm geleistete Hilfe zu bezahlen. St. Naum, das der Völkerbund dem albanischen Staat als heiliges Recht zugewiesen hat, tritt er dem jugoslavischen Staate ab.

Diese Worte richtete das unterzeichnete Komitee an die ganze Welt in der Proklamation, die es in französischer Sprache vor etwas über drei Monaten veröffentlichte. Das Preßbüro in Tirana aber dementierte diese Nachricht, die auch in den Zeitungen der albanischen Kolonien im Auslande, sowie in einem Teil der ausländischen Zeitungen veröffentlicht worden war. Aber das Albanische Nationale Revolutionäre Komitee hatte den authentischen Text der Vertragsbedingungen in Händen, auf die sich Achmet Bey Zogolli mit seiner Unterschrift gegenüber der Regierung von Belgrad verpflichtet hatte. Eine von diesen Bedingungen, durch die Albanien zu einer jugoslavischen Kolonie gemacht werden soll, zu einer Kolonie, wo auch andere Fremde auf verschiedene Art weiden können, und wo unser Volk gezwungen sein soll, seinen Schweiß allein für deren Profit zu vergießen, ist auch die Abtretung von Sankt Naum und Vermosch.

Die Frage dieser beiden Landesteile, ihre große moralische und materielle Bedeutung für unsere Nation, ist sowohl in Albanien als auch im Auslande so oft erörtert worden, daß es unnötig erscheint, in dieser kurzen Proklamation zu rekapitulieren, was für Kämpfe mit allen Mitteln die Albaner führen mußten, um Europa zu überzeugen, daß einzig die Albaner ein Recht auf den Besitz dieser Gebiete haben und haben müssen. Schließlich gelang es, Europa und die ganze Welt von dieser Tatsache zu überzeugen: alle Organe der internationalen Politik und Gerichtsbarkeit, von der Botschafterkonferenz angefangen bis zum Völkerbund und dem Internationalen Gerichtshof in Haag, alle haben uns dieses Recht zuerkannt.

Aber was für Schuld trifft die Fremden — Freund oder Feind — wenn es solche Albaner gibt, die das Vaterland auf dem Markte feilbieten?

In dem Artikel 10., des Geheimvertrages, den Achmet Bey Zogolli vor seinem Einbruch in Albanien im Dezember 1924 mit Pašić in Belgrad abschloß, verpflichtete er sich bei der Botschafterkonferenz in Paris zu erklären, daß die albanische Regierung zugunsten Serbiens ein für allemal auf jedes Recht der Souveränität über das Kloster von Sankt Naum sowie über die Gebiete von Vermosch und Kelmendi Verzicht leistet.“

So geschah es auch. Zuerst wurden alle strategischen Punkte und die schönen Ebenen um Sankt Naum abgetreten, um später sagen zu können, daß die vier kahlen Mauern des Klosters für uns keine Bedeutung hätten! Mit den vier Mauern des Klosters geht nun auch der Vermosch dahin.

In Kürze werden wir wohl hören, daß auch das Gebiet von Kelmendi gegen irgendeinen kahlen Felsen an der Grenze eingetauscht wurde, da Kelmendi ohne den Vermosch nicht leben könne. Mit der Einverleibung von Sankt Naum verbindet

die jugoslavische Regierung seelisch beiläufig 50 000 orthodoxe Albaner der Präfektur Kortscha, die nach einem jahrhundert alten Brauch verpflichtet sind, ihren Heiligen alljährlich zu besuchen; sie beherrscht die Straße Elbassan-Kortscha und verschiebt ihre Grenze bis vor die Mauern von Pogradetz. Durch die Einverleibung des Vermosch bekommt sie die Berge von Skutari und damit die Stadt in ihre Hand.

Durch die Abtretung von Sankt Naum und des Vermosch sind dem Feind die Tore der zwei wichtigsten Präfekturen Albanien, Kortscha und Skutari, ausgeliefert, wodurch das ganze Leben unseres Landes als Staat und Nation gefährdet wird. Und diese Gefahr ist so groß und so sicher, daß, wenn nicht eines jener Wunder sich begibt, die Albanien so oft aus großem Unglück errettet haben, es uns scheint als ob unsere Augen schon die serbischen Wachtposten an dem Ufer des Drin sehen würden.

Albanisches Volk,

das Gewissen, jenes Gewissen, das uns dazu gebracht hat, unser ganzes Leben dem Wohle des geliebten Vaterlandes zu opfern, zwingt uns auch heute, Dir kund zu geben, wo und von welcher Seite Dir die Gefahr der Zerreißen droht. Die Heuchler der verräterischen Regierung versuchen mit allen Mitteln, Dich mit den Mitteln niedriger Verleumdung irre zu führen. Sie sagen Dir, daß den Verlust von Sankt Naum und Vermosch die Ratschläge und Empfehlungen der Großmächte verursacht hätten. Aber warum hörte man von diesen Ratschlägen und Empfehlungen nie etwas von dem Belgrader Vertrag? Einige andere — Ehrlose und Einfältige — sagen Dir, daß daran jene Albaner schuld sind, die nach Jugoslawien geflüchtet sind. In weitere Erörterungen darüber lassen sie sich nicht ein. Allein sie geben zu verstehen, daß die heutige Regierung gezwungen (!) war, Jugoslawien zu befriedigen, damit diese keinen Grund und Anlaß habe, auch gegen sie das Spiel vom Dezember zu wiederholen, indem sie die neuen Flüchtlinge in derselben Weise verwendet wie früher, den Zogu und seine Kumpane gegen die Regierung des Mons. Fan Noli. Ausgezeichnet! Selbst die Freunde und Anwälte des antinationalen Regimes geben unwillkürlich zu, daß Zogu, so oft er sich in Gefahr sieht, aus dem Leib des Vaterlandes Stücke schneidet und sie jenen Nachbarn verschenkt, die imstande sind, ihn auf die eine oder andere Art zu stützen. Unsere Meinung ist nicht weit von dieser Feststellung entfernt, auch wir behaupten grundsätzlich dasselbe. Hier finden wir auch die sichere Gefahr der Zerreißen des Vaterlandes. Es gibt keinen Staat in der Welt, der sich zufriedenstellt mit dem, was er besitzt und was man ihm gibt: er wünscht und begehrt immer mehr. Für Jugoslawien hat der Vermosch an sich keinen Zweck, er braucht ihn für umfassendere Ziele. Italien läßt keine Gelegenheit vorüber, ohne über Valona zu weinen. Griechenland zieht seine Hand von dem Epirotismus nicht ab. Und wenn sich an der Spitze Albanien eine Regierung befindet, der der Thron wichtiger ist als das Vaterland, dann ist es für diese Nachbarn immer leicht, die gewünschten Stücke aus dem Leib Albanien herauszuschneiden, ohne es nötig zu haben, die Regierung mit den Flüchtlingen zu ängstigen, die sich im Ausland befinden und die nie Werkzeuge der Fremden waren und es nie sein werden.

Die Stärke der Nationalisten wird immer das Ideal und nicht der Verrat sein.

Albanisches Volk, erkenne die Gefahr, und wenn Du Rettung wünschst so vollbringe wieder ein Wunder von der Art jener, die Dich oft gerettet haben.

Genf, 15. August 1925.

Der Kongreß der II. Internationale und das Tsankoff-Regime

Der letzte Kongreß in Marseille der sozialistischen Arbeiter-Internationale hat sich auch mit der Lage in den Balkanländern befaßt.

Die Debatte hierüber hat in dem „Ausschuß für Ost-Europa“ stattgefunden und hat sich ganz besonders lebhaft, ja in manchen Augenblicken heftig gestaltet.

Das Tsankoff-Regime wurde mit den gerechtesten Worten geißelt.

Nach unseren Erkundigungen haben die bulgarischen sozial-demokratischen Führer erst, wie man es weiß, Helfershelfer im Staatsstreich vom 9. Juni und jetzt Mitarbeiter und Verteidiger der Regierung der Militär-Liga, schüchtern versucht, die fürchterlichen Verbrechen des bulgarischen weißen Terrors zu entschuldigen — aber sie haben sich an eine offene Feindseligkeit gestoßen.

Alle Mitglieder des Ausschusses, mit Herrn Dr. Otto Bauer an der Spitze, der der Verfasser und Berichterstatter des Beschlusses der Kommission war, schienen schon über das Objekt genug orientiert zu sein. Und sie haben keine Befürwortung geduldet für eine verbrecherische Regierung tiefend vor dem Blute des bulgarischen Volkes.

Sakyzoff und Genossen haben denn machtlos zugeschaut, wie das Tsankoff-Regime einstimmig und mit der größten Entrüstung an den Pranger gestellt wurde und der Ausdruck dieser allgemeinen Empörung geschah tatsächlich mit Worten würdig dem Andenkens der unzähligen Opfer Tsankoffs.

Herr Dr. Otto Bauer hat die Willkürherrschaft der bulgarischen Soldateska mit folgenden Worten geißelt:

„Die Arbeiter Sozialistische Internationale verdammt mit Entrüstung die Gewalttätigkeiten des Terrorismus, welche in gewissen Ländern und hauptsächlich in Bulgarien verübt werden.“

Nach dem Ausschluß „Ost-Europa“ hat die Vollversammlung des Kongresses die Tsankoff-Regierung in einer noch feierlicheren Weise verurteilt.

Manche Meinungsverschiedenheiten hatten sich in fast allen Fragen in der Tagesordnung des Kongresses gezeigt — aber die bulgarische Frage war, man kann sagen, die einzige, in welcher alle Delegierten sich in einem vollen Einverständnis befanden.

Als Herr Dr. Otto Bauer, als Wortführer der Kommission, vor der Vollversammlung über den Beschluß betreffs Bulgarien zu sprechen kam, charakterisierte er und geißelte er das Regime Tsankoff mit Feuerworten, welche im großen Saale wie Bomben platzten und donnernde Entrüstungskundgebungen hervorriefen.

Bei seiner Rückkehr in Sofia wird Sakyzoff selbstverständlich es nicht umgehen können, Tsankoff über das Echo von dem, was er im Kongreß gesehen und gehört hat, zu berichten. Er wird berichten müssen, welche Entrüstung, Abscheu und Schauern der Name der jetzigen Regierung in Bulgarien unter den Vertretern der sozialistischen Demokratie der ganzen Welt hervorruft.

Er kann auch hinzufügen, ohne Furcht, dementiert zu werden, daß nicht nur die Sozialisten, sondern auch das Gewissen der Menschheit in Gänze, empört über die unerhörten Verbrechen Tsankoffs, ihm schreit:

„Nieder mit dir!“

M. Kalinovsky

PARTIE SERBE

Становиште Косте Тодорова

F. Kosta Todorov bивши бугарски посланик у краљевини С. Х. С. објавио је у београдској »Политици« од 5. Септембра о. г. један чланак под насловом »Бугарска и југословенско јединство«.

Иако ми знамо да је овај напис плаћен динарима из српског диспозиционог фонда ипак ћемо обратити пажњу на ово издајничко писање. Чинимо то само из једног разлога: да отворимо очи оним бугарским емигрантима, који се свесно боре и подносе мучан живот за слободу и Савез балканских народа и заједницу Срба и Бугара, а који још можда верују у искреност дела овог плаћеног агента београдске владе.

Из поменутог чланка Коста Тодорова могу се извести следеће нетачне констатације о прошлој, историској као и садањој улози Срба на Балкану и следеће тешке оптужбе против свог рођеног народа:

1. Политичка стабилизација и економско подизање државе С. Х. С. које је наступило после споразума Радићеве странке и Пашића и социјална и морална криза данашње Бугарске »као етапе у развињу југословенског проблема«.
2. Хисторијско, географско и морално право хегемоније Срба над Бугарима и Србија као природни пијемонт свих Јужних Словена у циљу стварања **заједничке славенске отаџбине на Балкану**.
3. Право Србије на Македонију и илузорност веровања у »мистични македонски устанак«.
4. Непосредна потреба да се Бугарска покори српској монархији и да се присаједини осталим Јужним Словенима, под круном Карађорђевића.

Када би ове констатације биле резултат научног и политичког уверења онда би се могли сажалити над једним изгубљеним умом. Када би оне дошле од стране једног загриженог српског патријоте онда би се могле разумети као болест националне грандоманије. Али када су оне политичка вера једног данашњег бугарског емигранта, кога свет сматра за нормална и који мисли да је преставник **напредне сељачке демократије у Бугарској**, онда то нас

револтира као што чистог револуционара мора револтирати језуитизам и дволичност једног полицијског провокатора.

Провокаторско писање Косте Тодорова буни нас тим више што се он у сваком другом реду позива на име часног и несрећног вође бугарских сељака Александра Стамболијског и на десетине хиљада бугарских гробова. Као да су ови Бугари дали своје животе само зато, да би се проширила једна империјалистичка реакционарна монархија као што је данашња Југославија и да би се одржала династија Александра Карађорђевића на њеном врху.

Овај докуменат продане савести проткан је од почетка до краја једном немогућом историјском и политичком анализом и извртањем очевидних чињеница.

Као пристапе интегралне балканске политике, којима је стало до благостања свих балканских народа подједнако и до реалне заједнице Срба и Бугара у федерацији Балкана на бази економске, политичке, социјалне и националне равноправности, ми против гледишта Косте Тодорова имамо да кажемо:

1. Ниједан народ на Балкану нема права хегемоније над осталима без обзира на његов географски положај и историјску улогу у прошлости и у садашњости. Ниједан народ на Балкану нема права месијанства нити је Богом позвани мисијонер да одређује путеве другима, намећући му свој језик, културу и социјалну организацију. Права народа се не одређују силом него потребама појединаца и целина. Зато сви балкански народи имају једнака права на слободан национални и државни живот и културни и економски просперитет.

2. Ниједан балкански народ није морално **надмоћнији** над другима. Њихова су морална права иста. Они који су до сада извојевали своју националну и државну независност поднели су једнаке жртве и борбе и преживели једнако дуга робовања у феудалној турској и у царској Аустрији.

Коста Тодоров је или слеп или непоштен кад каже »Два су елемента победила на Брегалници: географија и морална надмоћност Србије. У чему је била та надмоћност

Пре свега у колосалном факту да је Шумадија сама извојевала своју слободу, а није је добила на поклон ни од кога. Бугарска ослободилачка историја је тако исто богата као и српска, албанска, грчка и т. д. те нити је истина да су Бугари добили своје национално ослобођење на поклон нити је истина да је на Брегалници победила морална надмоћност Србије. У ненародном и непопуларном боју на Брегалници победила је само случајно империјалистичка тежња једне стране, што се могло и обрнуто догодити да су сукоби интереса великих сила имали у то време један други облик. Брегалница је само доказ, да су сви балкански народи морално једнако високи а све њихове владе и управљачи једнако ниски.

3. Балкан припада балканским народима свих раса и народности равноправно и на Балкану нема места за једну српско-бугарску славенску отаџбину, како би то хтео Коста Тодоров. Југословенство је политичка идеја бескорисна и погубна у данашњем времену. Пре рата одиграла је своју историјску улогу као деструктивна против Аустро-Угарске монархије и тада је била и корисна и потребна. Данас, у ма ком се облику појавило, југословенство је идеја, која увек у себи крије клицу империјализма и која једино може живети силом и на штету несловенских народа на Балкану. Зато смо ми против националистичке експанзије једног или скупа славенских народа на Балкану и за заједничку домовину сељака и радника балканских.

4. За праведно решење свих тешких проблема на Балкану компликованих у најјачој мери империјалистичком политиком појединих великих сила и самих балканских држава, потребно је у првом реду решити питање Македоније. Македонија национално и економски чини засебну целину и као таква она се мора ослободити испод јарма монархије С. Х. С. и живети својим независним слободним националним и државним животом. Овај циљ Македонија може постићи само у слободном савезу слободних балканских република. Зато је идеја македонског устанка животна

потреба македонског народа; завет многих генерација прошлости и наслеђе вековне патње Македонаца и као мистика она живи само у глави Косте Тодорова.

5. Јединство српског и бугарског народа за које се ми искрено залажемо може се остварити не кроз монархију С. Х. С. него њеним уништењем и кроз јединство читавог Балкана, које ће бити резултат само опште револуције балканских народа.

Данашња монархија С. Х. С. као спој двају реакционарних менталитета наслеђених од Аустрије и Турске не само да не може бити мисионер и носиоц прогреса на Балкану него напротив њу је потребно уклонити као препреку, да би се дао замах и ослободиле националне енергије балканских народа за остварење великих циљева културних, социјалних и економских.

Пре седамдесет година српски емигрант Светозар Марковић написао је о тадањој српској монархији ово: српска монархија без сваке сумње играла је важну улогу у животу српског народа. Уништив совјетничку олигархију, она је уништила мешање турских и страних држава у српске домаће послове, она је основала независну српску политику, под њеном владом Србија је подигла своју војничку силу и опрему, задобила политичку важност на балканском полуострву. Тиме је српска монархија завршила своју улогу. Сваки даљи покушај, да се одржи као владајућа система у новој српској држави, то би био покушај управљен против слободе и напретка српског народа. Иако је та иста монархија данас постала назадна најмање за једно столеће, иако је она од времена Светозара Марковића починила безброј злочина и заробила неколико нација, бугарски емигрант Коста Тодоров, у име мртвих бугарских револуционара и недужних, убијених бугарских сељака, поред свега тога пева у славу и за дуг живот те монархије!

Ово је довољно да упозоримо бугарске емигранте на основе политичког програма Косте Тодорова.

М. Владимиров

PARTIE ALBANAISE

Njolla e trathitís

Vermoshi e Sh. Naumi.

Ká veprime në ket jetë, si private ashtu politike, të cillat i vënë njollën kreit jetës së njeriut.

Në shekullin e kaluëm ish zakon kriminelët e randë qi u gjikoishin per jetë e u dergoishin në Guyana e në tjera vende në „galerë“ per të sherbye si rob, per shëj të kriminalitetit të tyre të perjetshem, t'u vuloshin në ballë a në krah me një vulë hekurit të kuqur në ziarm: ky shëj turpi s'mund t'u shlyte kurr pej trupit të kriminelit, e po kje edhe se i delte me ikë ndo i herë prej galeret, vula e turpit në ballë e trathtote kriminelin, qi ish i larguem e i braktisun prej kujdó.

Si kjo vulë ziarmit janë do veprime të njeriut privat a politik në ket jetë: mbas këtyne akteve kriminele, ç' do nieri i ndershem e ká per turp me i dhanë doren e m'e afrue vepruesin kriminel.

Krimi ma i madh per një nieri shteti áshht këne kurdoherë e áshht edhe sot trathitia ndaj vëndin e vet, prishja e tansis toksore e shitja e pjesvet t'Atdheut fqinjët amik.

E mirë kurdoherë kjo trathití, kuër ndodhte ish një akt i msheht i një trathitorit para atdheut, — porsé deri më sot nuk gjëjm trathituer aq të pá turp në histori, i cilli një të drejtë e cilla del në shesh e njëjet prej fuqivet të mëdhá, e prej gjyqit internacional të Hages, të dalin sheshasi si Kryetár i Shtetit qi ju fal kjo e drejtë e t'a shkelin vetë me kambë.

Ahmet Begu del para botes si Kryetár i Shtetit shqyptarë, e bash si Kryetár i këtij Shteti, merr tokët thiesht shqyptare, edhe ja nep fqinjët Jugoslavís.

Tjerët, të huejt, i njoín këto tokë per shqiptare, — Ahmet Begu, veçse jó, ky e dí se këto tokë i perkasin Jugoslavís, edhe ja nep Pashicít.

Me ket akt, Ahmet Begu e hiek me brutalitet masken edhe i thot si shqyptarvet ashtu edhe të huejvet: **Une s'jam ma shqyptár, porsé renegat, jam slav!**

Me ket krimë renegati e Begu i Mates i ven vehtes së tij vulen e trathitís në ballë e dahet prej Shqypënis!

Lufta qi i báhet mbas sodit Ahmet Begut, nuk áshht má një luftë politike nermjet të shqyptarvet, — porsé áshht lufta e shqyptarvet kundra një të huejët, kundra një renegati qi e ka shkelë Shqypnin e áshht há slav!

Sod të gjith populli e ká kuptue se e mira qi mund t'i vij Shqypnis prej renegatit të Mates s' áshht tjeter veçse robnia e Shqypnis nen Jugoslavín, — sot të gjith e kan kuptue se Ahmet Begu s' áshht tjeter veçse xhendari i Pashiqit, prej të cillit mbahet në fuqi e paguhet per të zbatue planin të sajisun dikuër me Essad Toptanin.

Vëndin e Essadit e xuni Ahmeti, má i rrezikshëm pse ma i poshter, — çka, njëfar burrnje e ndalte Esadin m'u bá laquai i Karagegeviçit, m'u bá sherbtori frigac i Pashicít, Begun e renegatin e Mates s'e ndalon m'u ulë edhe në shkallen má të poshter të servillitetit, miajt qi të kondendojn sundësët e tij e të mbajn positen e tij si sherbtuër n'oborrin e Karagegeviçvet, tuj vrojt plot kuides, me krye deshret e zotnivet të tij.

Këto dishire kjen sot Vermoshi e Sh. Naumi, e Ahmeti renegat i kreu pá-vonesë e me poní naj zotnit e tij, — këto dishire neser kan m'u shtue, e Begu trathituer s' ká m'u vonue me i krye, pse friga e tij naj Pashicín áshht ma e madhe se turpi i trathitís ne të cillin áshht zhytë per hater të Pashicít....

Prá hapi i pár, hapi má i vshtr áshht há prej Ahmetit, tjerët hape janë má të lehtë, e do të vín një mbas një, — Pashici pat zor sá të gjindte një Shqyptár aq të poshter, sá

m'u lanë m'u lidhë si ká në qerren politike të tij, — mbas teshit kau do të hecin mbas ustënit e mbas shkopit të Pashiçit.

Vaj medet se sá poshtë ké rá moj Shqypni, vaj medet se ç'fërr i zí të ka mbëluë!

Nji sherbtuer frigac i Karageorgeviçvet, renegat e vrasës i patriotëvet shqiptare quhet para botes „Kryetari i Republikës shqiptare“.

Nji oficer serb, qi deri dje luftote kundra Shqipnis e kundra shpis së Currajve, vrasesi i Garibaldit të Shqypnis, xën Ministrinë e Mbrëndshme e ma vonë perfaqësiën i Belgradit, — sillët neper Belgrad per t'i vue në fije prej këtu punët e Shqypnis, e s'ká turp m'u tallë ner gazeta serbe per vrasiet e bame, m'u tallë per fatin e zí në të cilen aj me mikun e tij e kan çue Shqypnin; — Ministra quhen prep Myfridi i Italis e Kostaq Kotta, i famshi Vorioepirot; — si konsuj ergohem harama-kriminel bixhioxgji, që t'organizojn vrasjet e patriotvet shqiptár; — si oficer zgjidhen cuba e kriminel në zâ.

Parlament i Senat dridhen para renegatit e s'kan turp t'i vën vulen zyrtare trathtis s' Ahmetit, tuj u bâ edhe këto bashkë-trathorë me të!

Ahmeti i diftoj çiltas planet trathore të tij, shokët e tij e muerne mrapa në trathit: Vermoshi e Sh. Naumi hupne!

Para këtij fakti, para kësaj bjerrije, s' duhet m'e lshue zëmra popullin shqyptár, porsë sot ma top se kurr, me kap luften kundra renegatit të Mates e kundra asaj çetë trahtorësh e cubash qi janë bâ sherbëtorët i tij.

Sot vepra e renegatit ti Tiranes u krye: muret e monasterit të Sh. Naumit s'kan me ndi mâ uratë e valle shqyptare, — mâ populli shqyptarë s'ká me Julutë këtu Perendis, — por ushtari serb do të gjujn prej këtu ç' do shqyptár qi të guzojn m'u afrue; — në bieshket e blierinet e malit të Vermoshit s' do të tinglojn mâ kangët e vallet e barivet, këtu jehona e fyllit do të bëzajn, e malcort t'onë s' do të gezojn mâ ujnat e freskta e filladnat e bieshkes; — në maje të Vermoshit do të na kercohen grykat e topavet të Serbis, prej këtu ushtari serb do t'i dergoj malcort t'onë plumin trathuër!

Renegati vepren e tij e çoj në vënd, e i ndrym-si Sulltan Hamidi në shpi të tij frekon plot gëzim duert e pergjakta e nënqesh tuj menduën te vrasiet e Bajramit e të Luigjit, nënqesh e gezohet, por harron se zëmrimi i popullit ká kapë shkallen e disprimi!

Dita ká me ardhë kuer ato të famshem senator e deputet qi dhanë Sh. Naumin e Vermoshin, si sherbtor të trathtis s' Ahmetit, kan m'u namë e m'u rrah në dajag prej fivivet të tyre; dita ká me ardh kuer buza e renegatit s' do të qeshin mâ per vrasiet e bame, i dënuem e i gjikuem prej popullit qi e trathtoj, gjaku i derdhun do të bij mbi krye të tij!

Dita ka me ardhë kuer viset e trathtueme të këthejn prep në gjí t'Atdeut, e per shpetimin e kësaj ditë, të mnershme per trathtorët, të pregatitë sod populli shqyptár.

E drejta áshit me në, e e drejta do të fitojn!....

Itali, Gusht.

S. S.

PARTIE CROATE

Poslije likvidacije od 27. marta*

I.

Da će on sebe likvidirati kao republikanca, to je bio vodeći motiv sviju naših članaka o njemu. Da će on tu likvidaciju provesti s takovim jedinstveno naglim salto mortale, i na tako smjelo neodgovoran i kukavno sraman način, kako je on to po svom sinovcu Pavlu učinio 27. marta, time je zadivio i nas koji smo oduvijek snali da on iza svoje republikanske rokade sakriva kralja, da su skokovi iz skrajnosti u skrajnost njegovi politička logika, i da veličina njegove fraze stoji u obratnom razmjeru s veličinom djela.

27. mart, taj dan nas podsjeća na sentencu koju je svojevremeno u usta historičara Račkoga, dakle čovjeka koji je sigurno bio kompetentan, stavio sam g. Radić: kad hrvatska historija ne bi bila žalosna bila bi sramotna. Već davno medu-tim prije 27. marta 1925, nije ta historija bila tako žalosna i sramotna kao poslije toga dana; **žalosnom i sramotnom ju je sad opet, proslavivši time sigurno i njezin hiljadugodišnji jubilej, učinio sam veliki naš tribun, Stjepan Radić.**

1848., 1871., 1905., 1917. do danas, to su, kako to raz-jasnih u prikazu triju naših generacija poslije Hliraca, crni vrhovi one žalosti i sramote, kad su te generacije našu histo-riju znale prikloniti samo reakciji u Evropi, zagazivši u reak-ciju samu! U 1905., godini osnutka svoje partije, sudjelovao je kao najreakcionarniji S. Radić i, činilo nam se, da je tu svoju žalosnu ulogu dovršio 1918. Otada je on sa svojim republikanizmom počeo da u našu historiju unosi znakove njene katarze. Kruna tog prednjačenja, a ujedno i najdublje jamstvo te katarze bio je lanjski njegov izlazak na arenu evropske lijevice, ulazak njegov u Seljačku Internacionalu. Uprkos svih negativnih strana tog čina — u prvom redu te, da je S. Radić i dalje negirao boljševizam kao metod i infamno nastavio da napada komuniste kod nas — po prvi puta se tu tragikomedijska hrvatske historije dovinula maksimuma svoje dodanašnje mogućnosti da sa sebe skine stare žigove svoje reakcionarne žalosti i sramote. Pozitivu je postajao velik naročito u isporedenju s godinom 1848. — tamo hrvatski narod aktivno na strani evropske reakcije kao grobar slobode, ovde na strani evropske revolucije, kao pionir ne samo svog nego i evropejskog, a specijalno balkanskog progressa.

Tako je to izgledalo i sve se je to stropoštalo jednim mahom, tako reći bez prelaza, na jednu Pepelnicu koja je ove godine za hrvatski narod, a svojim i za sve potlačene narod-

*) Ovo je jedan odlomak iz knjige poznatog hrvatskog književnika Augusta Cesarea: „Radić i Republika“. Po novom zakonu o štampi ova knjiga je u Jugoslaviji zabranjena.

Redakcija

nosti u Jugoslaviji, bila na 27. marta. Još nam je u usima zujala grmljavina S. Radića protiv monarhije i korupcije, a za republiku, samoodredjenje naroda i vladu radnika i seljaka; još smo svi bili pod utiskom ciničnog nasilja koje su proveli radikali Obznanom i nečuvenom tiranijom u izborima nad hrvatskim narodom, još smo dosluhivali prosvjede i uvjera-vanja radićevaca o nepriznavanju tih izbora, — a došao je dan, i privolom, pa sigurno i inicijativom S. Radića, od sve te grmljavine, od sviju tih prosvjeda i uvjeravanja ostao je samo pepelnički poklek pred vladom velikosrpske reakcije! Poklek tako nizak i tako potbuški, da je s njime naš Englez S. Radić priznao i monarhiju balkanskoga tipa, i vidovdanski ustav, i najposlije — ne priznao, nego porekao — svoj ulazak u Seljačku Internacionalu! I kako je sramotno počelo, tako se sramotno stvar i nastavlja. Hrvatska historija postala je chronique scandaleuse. Dan za danom, i skandal se niže za skandalom. Vicepredsjednik Pavao Radić, marljivo anti-šambrija, moljaka Pašića za aboliciju ujakova procesa, HSS (SHS.) lakomo nudi stranci korupcionista svoj ulazak u vladu, njeni predstavnici piju i nazdravljaju se u Prpićevoj palači sa šefovima radikalске korupcije koji su im, mjesto sami pod sudom, došli da sude. I uza sve to, poslije svega toga, S. Radiću je situacija izvrsna!

Mnogo, nečuveno mnogo i za Stjepana Radića! A razlozi te potpuno na glavu postavljene logike, istine i dostojanstva?

Poslije tolikih analiza u kojima smo obrazložili našu skepsu u S. Radića, nas ovdje ne zanimaju toliko razlozi sami po sebi koliko veličina odgovornosti koju S. Radić nosi lično za svoju likvidatorsku i izdajničku taktiku kapitulacije od 27. marta.

Počam od Londona do Beograda i Zagreba, tog čovjeka je fatalno, ne bez njegove volje, zagrlila buržoazija, i vukla ga, gotovo sva, na uzmak. To je, hoteći ga sa sobom samom dovesti do sporazuma, činila srpska demokratska opoziciona buržoazija, to je još više, otriježnjena režimskim udarom, i goneći ga u sporazum s radikalima, učinila „naročita strana“ hrvatskog kapitala. To je, najposlije, S. Radić doživio i od svojih najstarijih drugova u vlastitoj stranci! Sve je te grupe bilo u oči pristajanje S. Radića uz Seljačku Internacionalu, sve su se još više upele da ga zajedno s odmakom od te Internacionale odmaknu i od republikanizma. I što je komično, ali i razumljivo, on to nije učinio tada — za vlade opozicije — kada je to, barem u relaciji, politički moglo da bude pametnije, nego je to učinio tada kad je to bilo najgluplje, najnečasnije i najmanje politički; pod vladom i pritiskom krajnje reakcije, režima PP.

Dovoljan je bio jedan režimski udar, sigurno ne veći od onih kojima su bili i jesu izloženi razni pokreti drugdje i kod nas, i toliko razvikan svjetionik HRSS, podbočivši se na takove skrajnosti kaošto je to buržoaski blok u Beogradu i Seljačka Internacionala u Moskvi, — taj svjetionik je pomrčao,

predavši se na milost i nemilost talasima reakcije. Poslije najvećih svijetala — lane u jesen, ljetos u proljeće — najveći mrak!

Da možda u situaciji potražimo neke male olakotne okolnosti? Nama se čini vanredno važno da se S. Radić poslije izbora, usprkos svojih u glavnom sačuvanih pozicija a i tu je rezultat kojemu se on nadao podbacio — sa cijelom svojom strankom našao pred situacijom, da i te pozicije izgubi jednim prostim režimskim poništenjem njegovih parlamentarnih mandata. Jedva se poslije duge rezistencije i bojkota proguravši do neke aktivnije politike svojim polaskom u parlamenat, S. Radić se našao **pred alternativom, da se ili vrati na stari svoj metod bojkota i pacifističke rezistencije, ili da tu rezistenciju aktivizira, orijentirajući je na dugu i upornu revolucionarnu borbu.** Mi ne vidimo razloga da bi prvo, što se tiče narodnih masa bilo nemoguće, jer ma kako da je te mase S. Radić naročito u posljednje vrijeme počeo da orijentise za sporazum, ne vjerujemo, da bi te mase, da bi jedan cijeli narod bio tako malo otporan i bojao se žrtve te bi bio sklon na sporazum pod svaku cijenu, bilo to i pod kundakom. Što se pak tiče revolucionarne borbe, tu stvar postaje mnogo problematičnija i stari naši prigovori dižu se opet: revolucionarnu borbu, ko i s kime?

Sa seljaštvom koje je, kako to već naglasišmo, za samostalnu revolucionarnu borbu najmanje podesno? Ili sa seljaštvom ili buržoazijom? U našim prilikama, gdje ko nekad u Rusiji, stojimo pred zadaćom borbe s našim caristima, nesumnjivo je i buržoazija, barem jednim dijelom, u stanju da igra zamašno naprednu ulogu i mi je, dok je tako, imamo samo da pomožemo. No mi tu ni minutu ne smijemo gubiti iz vida da ta uloga, baš radi danas očividnije opasnosti od strane proletarijata u svjetskome mjerilu uopće — koju je pred njom, kako rekomo otvorio i S. Radić svojim pristankom uz Seljačku Internacionalu — nosi u sebi stalnu opasnost da postane kontrarevolucionarna. To se, kako smo već to istakli još i za opozicionu našu buržoaziju, i pokazalo. Jedini dosljedan i korisni saveznik u dugoj i upornoj borbi za samoodređenje nacionalno i klasno bio bi S. Radiću proletarijat, no taj mu kod nas uslijed svoje slabosti i razbijenosti, ne bi mogao na dugo vrijeme realno mnogo pomoći — osim moralno, da bi ga korigirao na dosljednost. A osim toga, od tog proletarijata se S. Radić još i poslije svog ulaska u Seljačku Internacionalu otklanjao kao od tobožnjih — provokatera.

Poslije tako u krajnji čas još jedamput odbačenog revolucionarnog metoda S. Radić je ostao samo pred jednom dilemom: povrat na staru pacifističku rezistentnu taktiku van parlamenta ili — — — ne recimo još, ostanimo još časak kod ove! Mi već izrazismo svoju vjeru, da bi narodne mase bile i na to spremne, pa vjerujemo čak da bi i jedan dio buržoazije — ako ne i sva, opoziciona — u tome S. Radiću pomogao. Naročito tu mislimo onaj dio, koji se poslije 27. marta pokazao nezadovoljan s prevelikim bezuslovnim uzmakom S. Radića pred PP., to su slovenački klerikalci i grupa Hrvatske Zajednice. Osobito ova posljednja.

I baš to, da se čak i buržoazija, ma i samo jednim dijelom, pokazala protivnom onakovom paničnom povlačenju S. Radića od 27. marta, svjedoči najbolje, da pogotovo za jednog političara koji je narod proglašavao suverenom, nije situacija ni po svojim spoljašnjim momentima stajala tako da bi apsolutno nužno bilo poći u Sedan u kakav je sa svojim poklekom pred centralizmom i monarhijom pošao tada S. Radić. Na alternativu: **vratiti se na stari metod rezistencije ili kapitulirati, na toj alternativu riješiti se za posljednje bilo bi po situaciji za jednog političara koji je demokraciju odozdo proglasio svojom svetinjom, nužno samo onda ako bi ta situacija pokazala da to traži sam narod, same narodne mase!** Tu bi tada bila jedino olakotna okolnost!

A gdje se je to pokazalo? **Koji su forumi, i uži, a pogotovo najširi, forumi bivše HRSS vijećali i unaprijed zaključili akt od 27. marta?** Tu je clou sviju razloga i sve odgovornosti za 27. mart, i da ga potpuno osvjetlimo, mi se barem malo moramo zadržati na odnosu u kojem su spram te partije, a preko nje i gotovo cijelog hrvatskog naroda stajali njeno vodstvo, i zapravo vodja vodstva, S. Radić.

II.

To je bio nesumnjivo odnos čovjeka koji je individualno odskakao od svoje okoline i koji je sljepačko povjerenje te uže i šire okoline svijesno i nesvijesno iskorišćavao oduvijek za svoju diktaturu u partiji. Partija, to je bio on! Samo tako je moglo doći do toga u **jednoj demokratski uređenoj partiji nečuvanog slučaja,** da je S. Radić lično, bez ikakvog konkretnog opunomoćenja od vodstva, a kamo li, **što je bilo apsolutno nužno, od masa, partiju stavio pred historijski tako sudbonosan čin, kakav je bio to da ju je preveo u Seljačku**

Internacionalu. I samo tako je moglo doći do toga da ju je nekoliko mjeseci kasnije, **ne sazavavši ni glavni odbor, ne konzultiravši mase, ne obavijestivši unaprijed o onome što će u njegovo ime meritorno reći njegov sinovac Pavle, ni sam svoj tada potpuno sakupljen parlamentarni klub!**

Gdje je tu demokracija? To je tipično feudalna kabinetska politika, na kakovu se već malo usuduje i sama buržoazija! I poslije toga nemamo li mi pravo da razloge i odgovornost za 27. mart tražimo prije svega u ličnostima, **i između ličnosti, u S. Radiću?**

Neka su spoljašnji situacioni momenti, koje smo tu ukratko naveli, bili ma kako teški za nastavak nove borbe za stari program; neka je sa svojom taktikom sporazima makar s kime, pa bilo to i s radikalima, S. Radić odavna već — što takodjer treba reći — inklinirao na kapitulaciju svog programa, to je ipak onaj momenat kad je PP zgomilao svu svoju nasilničku reakciju da prisili jedan progresivan nacionalni i socijalni pokret na uzmak, **bio baš po taj pokret najnepodesniji da se taj uzmak provede, provesti ga tada bilo je upravo apsolutno nedopustivo!** Tu je trebalo, ako ne aktivno ono u prvi mah bar pasivno, podnijeti sve žrtve. Tu je trebalo misliti na to, da **popustiti tada znači dati za sada i za buduće reakciji pravo na reakciju, i ne samo sadašnjem nego i svim budućim pokretima hrvatskoga naroda oduzeti prestiž ozbiljnosti i solidnosti;** — tu je, ukratko, trebalo voditi koji bi **na sebi, veličinom hrabrosti i žrtve** dao primjer i pokazao veličnu ideju i pokreta.

Takav vodja nije bio S. Radić. Propagandistički tip, dovevši propagandom svoju stvar do maksimuma on je zatajio kad ju je trebalo provesti u akciju. Svojom postupkom on je vrlo brzo potvrdio samo to, da je bio kolos na glinenim nogama. U stvari taj kolos, kolosalnim izgledajući među patuljcima, s kojima se okružilo, bio je i sam patuljak, patuljak hrabrosti i požrtvovanja, jer za čim je uopće išao njegov Sedan od 27. marta?

Napoleončeto je protiv volje bio zarobljen u Sedanu, je li tako protiv volje bio zatvoren S. Radić? Samo njegovo skrivanje u palači na Zrinjevcu miriše po očajnoj lakomnosti, — no zar ne i po jednoj proračunanoosti? Danas se može reći, što smo još dugo prije njegovog uapšenja mnogi znali u Zagrebu, da se on u svojoj palači skrivao **sa znanjem zagrebačke policije.** Policija ga je tamo tolerirala, dok nije dobila protivni nalog. U posljednji čas, zavukavši se u svoju famoznu rupu on je, izgleda, htio da izbjegne uapšenje, i cijelo uapšenje bilo je slučajno. No da je uopće on dopustio i najdalje mogućnosti tog slučaja, da se na vrijeme nije sklonuo na sigurnije mjesto, ne izaziva li to sumnju da mu se, — u iluziji da će biti pušten poslije izbora kad postigne imunitet — koliko neprijatno, toliko i dobrodošlo činilo da ga uapše? Zašto?

Teško je izreći, jer sve je to što ćemo reći hipoteza, no ona nam se čini izasno vjerojatnom. To je, da je S. Radić, našavši se u političkom čorsokaku, bio **sit borbe, i** — ne sposoban da je privede nekom izlazu, — u zatvoru vidio mogućnost, da uopće iz nje ispane i tako pred narodom zbaci sa sebe za sve daljnje **odgovornost.** Odnosno, u koliko bi tu još nosio, pred narodom tako da za sebe stvori **najpodesniju situaciju za uzmak za kojim je, razuvjeren u uspjeh, zamoren opozicijom, već dugo žudio sam!** U političkom labirintu Radićeva mozga zar je tako isključen i taj sakriven kutić lukavstva?

Pa da i nije tako, onda još uvijek nesumnjivo stoji druga jedna stvar u vezi s tim zatvorom, a od momenta kad je postalo opasno da se taj tvrdokornim i na sve zakone pljunuvšim postupanjem režima oduži u godine: to je, da je sa svojim uzmakom S. Radić pošto poto htio umaknuti robiji.

G. Radić nikad sigurno nije bio pribećivičanski tip da bi se plašio zatvora, no i ako kasno, vrijeme njegovog sturm i dranga je čini se prošlo. Kroz ove posljednje godine on je prestajao da bude politička parijska potleušica u Medjašnoj ulici, omogućio se i novčano, skrasio se prijatno i pretenciozno ko suveren u palači na Zrinjevcu. I ostario je kraj svega toga, i još mu je oslabio vid. Želja pak za aktivnošću i politička taština bila je u njemu još prejaka, a da bi mu se htjelo te na dugo vrijeme ispadne iz politike — na očigled svega toga, zar ne postaje jasnije, da se on, nikad „doktrinarac“, volio radije elastično da svine, uzmakne, i tako u prvom redu spasi — sebe?

Nije bio pribećivičanski tip, a ipak je tom svojom historijom u vrijeme hrvatske veleizdajničke parnice na još gori način ponovio svog, od 27. marta faktično pobjedivšeg rivala S. Pribičevića iz vremena srpske veleizdajničke parnice. Tada odnosno nešto poslije, taj se naime, zaplašen zatvorima drugih (a i njegovo je izručenje bilo traženo) okanio

srpske iredente koju je, makar mu se ta riječ ne sviđa, groteskno ipak dotada vodio, i naglavce se bacio u smradan kanal oportunitizma spram Pešte, pa najposlije, pred sam rat, i Beča!

Je li međutim samo strah natjerao S. Radića na pad naglavce pred Beogradom? Šta je s onim tvrdnjama koje je svojevremeno iznesla zagrebačka „Radnička Borba“, a koje nitko još nije porekao, da su naime neke zagrebačke banke — „R. B.“ ih spominje — tražile od vodstva HRSS da plati dug učinjen kupnjom takozvanog „Seljačkog Doma“, a zapravo predsjedničke rezidence g Radića na Zrinjevcu? (Osim toga, kolaju vjesti, i mi ih tu samo notiramo, da se Pavle Radić neobično vrzma okolo radikala da od Narodne Banke dobije višemilijunski zajam za seljačke zadruge). Šta je seljacima u današnje vrijeme trebao tako skupi dom, to zna sigurno samo S. Radić, no „R. B.“ je ustvrdila i mi vjerujemo, da je S. Radić, koji je, kako je poznato, spomenuti Dom odlučio isplatiti dnevnicama poslanika, kapitulirao i zato, da spase mandate, s mandatima i dnevnicama, s dnevnicama i svoj familijarni interes — palaču na Zrinjevcu!

Tako se dogodilo da je, slično kaošto je u toj palači režim uhvatio S. Radića, uhvatio u njoj i cijelo vodstvo HRSS.

jer koliko danas znamo, nitko od ovih protiv te cijele spekulacije i kapitulacije nije ni pisnuo!

Politika straha i interesa, politika prodaje programa za ličnu slobodu S. Radića i ličnu komociju ostalih vodja, to je neposredni razlog, da se hrvatski narod, nepitan i nezatražen za mišljenje, preko noći najednom našao pred tako sramnom i smiješnom dužnošću, da je još jučer bio smatran i nazivao se republikancem, a danas ga se ima smatrati i sam se ima nazivati monarhistom.

Hoće li naš narod, hoće li seljaštvo i radništvo koje se, republikansko i bez Stjepana Radića, a zavedeno njegovim velikolijepnim obećanjima, okupilo oko njega, progutati, ne pitajući se kuda to vodi, tu gorku pilulu, po kojoj se, ko čudotvornim nekim eliksirom, ima da metamorfozira unatrag, otkud je, većinom, i došlo, u monarhizam?

Mi ćemo, ukratko, pokušati da naznačimo kuda to vodi, osvjetljiviši to pitanje prije svega u vezi sa značenjem koje smo svojevremeno S. Radiću pronašli u našoj historiji.

(kraj u sledecem broju)

A. Cesarec

PARTIE BULGARE

Годишнината на едно клане

На 22 јули м. г. се изврши едно курно сжбитие в историјата на македонското револуционо движение. На този ден се публикува в нашия вестник манифест на Централниот Комитет на В. М. Р. О. към македонскиот народ, подписан на 6 май сжщата година от Т. Александров, Ал. Протогеров и П. Чаулев. С този манифест се даваше нова ориентировка на макед. револ. движение, което се тураше на самостојателна нога. С него се објавуваха новите цели, които В. М. Р. О. си поставше: единен македонски и балкански фронт на подиснатите народи и угнетени класи в Македонија и на Балканите — за национално самоопределение и Балканска Федерација.

Публикуването на манифестот вбеси балканските правителства. Особено силно се почувствува засегнато правителството на Цанков, което виждаше, че при новата ориентировка на макед. револ. организација ќе се засили образованијот фронт на работниците и селяните в Бугарија. И имаше зашто да се плаши тоа правителство.

Цанков джло време изпользуваше В. М. Р. О., за да држи в подчинение бугарскиот трудов народ, како избиваше неговите најдобри представители. Тоа имено застави Цанков да изпользува всички средства, а които неговото правителство можеше да разполага, за да осуети новата политика на револ. организација. И то успе.

Т. Александров и Ал. Протогеров, които в един момент на просветление бежа признали своите минали заблудения, се отказаха от манифестот. Обаче, идеите прокарани в него, бежа завладели македонските народни маси. Тия маси, навсекаде в Македонија, посрещнаха с одблечение и ентузијазм новия път, който им се сочеше, и новите задачи, които се поставяха на макед. револ. движение.

Македонските народни маси бежа за манифестот.

Веднага след публикуването на манифестот, в Македонија под Сжрбија и Гжрција се образуваха револуционни групи на базата на установените в него принципи: в Петришкиот край, Македонија под бугарска власт, В. М. Р. О., в своето подавляюще болшинство, възприе новата политика на организацијата.

Опасноста за бугарската крвава диктатура беше голема. Бугарското правителство беше в тревога. Чрез генерал Протогеров, който, както се установява, е играл в македонската револуционна организација ролята на агент — провокатор, то уби Т. Александрова. Софийските диктатори убиха Александрова, зашто не му верваха напжлно, макар и тој, заедно с Протогеров, в една декларација, публикувана в софийскиот печат, дванадесет дена след публикуването на манифестот, да бежа се отказали от своите подписи, сложени под манифестот.

Те не верваха на Александрова напжлно, зашто тој проявуваше известна самостојателност по отношении на техната политика. Цанков и другарите му не бежа сигурни, че при по-благоприятни за него случаи, Александров не ќе се објави отново против техната предателска по отношении на Македонија политика.

След като го убиха, бугарските управници представиха пред бугарското и чуждо общество мнение, че Александров е жертва на един комплот, организиран от комунистическиот интернационал, при сждействието на »отдали се на служба на него македонци.« Обаче, те не се задоволиха само с това. Заедно с продали се на тех македонци, като Протогеров и компания, те изпользуваха убиството на Александрова като претекст, за да унишожат всички македонски общественици и револуционери, които бежа против техната диктатура и политика.

Тоа беше истинско клане.

Убити бежа почти всички ржководни лица на В. М. Р. О. в Петришкиот окржг: убити бежа много македонски револуционери, които от джло не учествуваха в работите на револ. организација; убити бежа и хора, които от 10—15 години се бежа отказали от каквато и да е револуциона работа; убити бежа нај-сетне и хора, които никога не са се занимавали е каквато и да е политическа работа.

От куршумите на злодеите паднаха Димо Х. Димов и Славчо Ковачев в Софија, Чуд. Кантарджиев в Пловдив, Ал. Буйнов, Ст. Хаджиев, Методи Алексиев, Г. Ковачев, Г. Пенков и много други в Мехомија, Петрич и Мелник; Алеко Василев, Арсени Иовков, полковник Атанасов, Коларов и други в Горна-Джумая. Броя на убитите надминава 150 души.

Заговора за избиването на македонските револуционери бе скроен и изпжлнен, с голема артистичност, от правителството на Цанков, от една страна, и ген. Протогеров и мафијата в В. М. Р. О. — Георги Баждаров, Пжрличев, Караджов и др. от друга. Изпжлнението на този пжклен план било възложено на Иван Михайлов, заместника на Т. Александров.

Тоа свидетелствува и професора от Виенскиот универзитет г. Юберсбергер, който в една статија в »Нойе Фрай Пресек« от 13. Май тази година казва, че благодарение на енергијата и близкото сжтрудничество на Иван Михайлов е било попречило в Горна-Джумая В. М. Р. О. да стане играчка на Ш-иот интернационал.

В избиването на макед. револуционери в Петришкиот окржг правителството на Цанков взе активно учасие. Веднага след публикуването на манифестот, гарнизоните в тој окржг бежа засилени. Официри и војници обрадиха местата кждето се намираха тия револуционери и там, кждето Иван Михайлов, Дрангов, Асен Даскалов и други ежзекутори не са могли да ги избият — избивали са ги офицерите и војниците на Цанковото правителство.

Отговорноста за тоа клане пада изцело на правителството на Цанков и мафијата на Протогеров и Иван Михайлов. Чрез тоа клане убиците успеха времено да задушат негодунането всред македонскиот народ в Петришко и емигранцијата в Бугарија от терора на Цанков и Протогеров. Тие обезглавиха левцијата на В. М. Р. О.; те нанесоха силен удар времено разбира се, на истинското револуционо освободително движение. Терористите на глед са господари на положењето.

С терор, обаче, не могат да се налагат разбирания. Чрез инквизиционни мжченија и убиства не могат да се застава хората да мислят така, както се иска на убиците на бугарскиот и македонски народи.

Негодуването се таи и не ще бъде далеч деня, когато, при възможност да изрази свободно своята воля и желание, македонския народ ще каже думата си. При един режим в България, когато македонските дейатели в нейната територия ще имат ако ще би и най-елементарната свобода на словото, печата, събранята и сдруженията, македонския народ в Петришко и емиграцията в България като един човек ще се обявят против днешните си палачи. Тогава те ще поставят на подсъдимата скамейка всички бандити, които са петнили и позорили името на революционната организация и това на македонския народ.

Това ще бъде най-добрата отплата за падналите жертви за самостоятелността на мак. рев. движение.

А до тогава ние ще продължаваме да разкриваме истинската физиономия на тая престъпна банда от наемници на най-кървавия режим, какъвто България познава, както и на самото това правителство, което е главния виновник за избиването цвета на македонския народ.

Сгромолясването на Цанков ще бъде и погребалния марш за убитите на Д. Х. Димов, Кантарджиев и техните другари.

Европейското обществено мнение и положението в България

Кървавата диктатура на професорите и генералите продължава да царува в България. Българския трудов народ е подложен на най-безчовечни преследвания и убийства. Получените достоверни сведения от България рисуват положението на работните маси и на целия народ като най-отчаяно.

Тия сведения гласят:

»Страната живее под знака на белия терор, който взе много широки размери. Освен хилядите комунисти и земеделци, жертва на белия терор станаха и хора, немаци нищо общо с последните. Избиват се селяни, работници и трудова интелигенция, само защото са такива, без да са комунисти и земеделци. Белия терор взе жертви и из средата на буржуазията, в лицето на журналиста Хербст, Коев и др. Числото на арестуваните в тоя момент е 4500. Осъдени са до сега на смърт 280 д.; ще бъдат осъдени още 700—800 души. Убити без съд и присъда са над 600 души (сведенията, които ние имаме от други източници, гласят, че броя на убитите без съд и присъда е 3000 души Г. К.) Една част от софийските комунисти, убити в последствие, са били **закарани на 17 април в столовата на 6 пех. полк. с въжзани ръже, и там са били сжсечени на парчета. Между тях са били Ж. Димитров, Л. Кандев, В. Георгиев и др., всичко 42 души.**

Гено Петров, Ана Маймункова и един банков служащ са сжсечени на 9 юни т. г. в софийските гробища. В Шумен се искат главите на 130 души обвиняеми, в Хасково на 250, Враца 80 и пр. Военните съдилища съдят по заповед. Макар че деянията на стотини подсъдими да са от преди въвеждането на военното положение, те се съдят от военни, а не от граждански съдилища. Адвокатската защита в повечето случаи не се допуска. Имаме 11 атентати против адвокати, които защитават подсъдими, а заплашванията са сжс стотици.

Белия терор напоследък взема нови жертви. **Край Сзмоков убиха 6 арестанти »при опит за бегство«; към гара Белово, по линията София—Пловдив, са убити »при неизвестни обстоятелства« 26 човека; в Петришко, Мехомийско, Неврокопско и Горно Джумайско, Македония под властта на Цанков, са избити и избесени, през последните три месеци, близо 100 човека, във връзка с убийството на войводата П. Михайлов.**

Напоследък, опозиционната преса дигна шум против »незаконните« убийства, но сжсщата тая преса мълчи по масовите убийства и смъртни присъди. Тях тя напълно удобрява. Против чудовищните присъди нито един вестник в България до сега не е казал нито една дума. В извжвление на своя план за физическото изстребление на комунистите и левите земеделци, правителството не се спира пред нищо. **Избиват се всички местни водачи, в това число и всички дейци от миналото, в селските дружби и селските комунистически групи.** Наред с това, имаме бесно настъпление на капитала, начело с тютюневия капитал. Надниците на тютюневите работници са намалени с 10 лева. Осем часовия работен ден и работническото законодателство са напълно премахнати. Тая година реколтата е добра, но населението продължава да яде горчив и отровен хляб по 10.5 лева 900 грама. Правителството дава всички улеснения

на спекулантите да печелят. **Никога нищетата на масите не е била така голема, както днес, но и никога буржуазията не е живела такъв разгулен и циничен живот, както при Цанков.**»

Това положение продължава.

На 27 август в Т. Пазарджик е бил убит от »непознати лица« Д-р Леви, който по един измамнически начин е бил измжкнат от къщи. Убийците не са заловени, защото са агенти на Цанков. Убийства се извършиха неотдавна в Станимака, едното от които предизвика дипломатически конфликт между българското и гръцкото правителство. Убийства се вършат постоянно из разните краища на България.

Сигурност на живота за никого нема. Пред перспективата да бъдат убити или арестувани, а след това малтретирани, подлагани на разни инквизиционни мъчения и по »сжсдебен ред« екзекутирани, много български граждани се обявяват за нелегални.

Насилията на кървавите професори и генерали засегат не само българските граждани. Те се простират и до чужденците.

Неотдавна в София е пристигнала една делегация на английската работническа партия. Мисията на тая делегация е била много скромна. Тя е искала да се осведоми по социалното законодателство на правителството, с което агенти на Цанков проглушиха света. Макар и делегатите да са били снабдени с редовни паспорти и заверки от българската легация в Лондон — те са били арестувани.

Пак тия дни, една делегация на чешкото работничество е пристигнала в България, за да се осведоми върху положението в страната и да раздаде помощи на сираците и вдовиците на убитите и арестуваните. След неколкодневно пребиваване в София, делегацията е била изгонена.

Това са случаи с чужденци, които са получили разрешение да отпътуват за България.

Има, обаче, ред случаи, когато политическите агенти на Цанков в чужбина са отказвали да дадат на такива делегации визи за България.

Такъв е случая в Швейцария. Швейцарски общественици, депутати, лекари и други се отнесли до българската легация в Берн, за да им се разреши да отпътуват за България; разрешение, обаче, не им е било дадено.

Сжсщо така българската легация във Виена, чито чиновници преко са участвували в подготвянето и извжлението на атентати над противници на кървавия режим на Цанков, е отказала да даде визи на една група общественици, които са искали да отпътуват за България и се осведомят върху положението. Даже един български вестник, вследствие оплакването на представителя на адвокатската колегия тук, Д-р В. Розенфелд, до българския печат, обржщайки вниманието на министерството на външните работи върху беззаконното действие на Виенската българска легация, канеше министерството да разследва случката.

Правителството на палача Цанков е обявило война не само на селяни, работници, занаятчии и трудова интелигенция. То се е заело да разгроми организацията на държавното наемничество, като е предрицело поход срещу учители, железничари, телеграфопощенци, санитарни работници, финансови и банкови служащи и пр.

Учителите се разгонват из четирите краища на страната. В училищните настоятелства заседават свещеници, в учебните съвети — владци. Цанков, професор и министр на просветата, обвини селските учители, че били един размирен елемент и се закали да разгури »гнездата« им... Той е уволнил хилядници народни учители.

Железничарските и т. п. служащи са изложени на големи преследвания. Директорите на тия служби хазайничат в своите учреждения. Честни служащи се уволняват и се възстановяват на служба хора, които неотдавна са били уволнени за кражби и злоупотребления.

Терора над санитарните и ветеринарни работници е толкова голем, че им се запрещава да се наричат другари. Държавните наемници извжтват производа и насилията на фашистката диктатура. Те са заподозрени в »конспирации« и над мнозина от тях, като Дамоклиев меч, виси чл. 15 от закона за защитата на държавата.

А никой не се е замислил, че тия хора изнемогат от глад и мизерия, които се подхранват от вилнеющата спекула и големата скжпютня.

За да се има една представа за непоносимото положение в България при Цанков, ние ще споменем тук за един случай, който ще постави в недоумение и приятелите на Цанков в чужбина.

На 27 август града **Троян** е бил обсаден от войска и жандармерия и в продължение на няколко дни никой не е бил оставен да излезе вън от града. Този произвол и насилие е възмутило даже приятелите на правителството. Народния представител от партията на Цанков, Т. Думанов, е отправил до министър-председателя и до софийския печат една телеграма, в която се казва дословно следното:

«От 4 дни Троян е в обсадно положение. Всички граждани са арестувани по домовете си. Едва вчера се разреши децата до 10 год. да излизат само за вода. В най-работното време живота на целия град е прекъснат и отличната сливова реколта пропада, а **заедно с това и поминжката на целия град за цела година.** Не мога да допусна, че българското правителство може да заповеда такъво насилие в собствената си държава.»

Народния представител заключва: «Ако немедленно не се тури край на това страшно положение, името на нашия нещастен град остава в историята като печален паметник.»

Отчаянието сред българския народ от това положение е големо. Един Янко Сакъзов даже е принуден да констатира това. В едно интервю във в. **Епоха** той заявява: необходимо е да отиде човек в една малка част от провинцията и се срещне с работния народ който гради народното благо, за да се поразят от **кипящото недоволство, достигащо до отчаяни размери.**

Где е изхода от това положение?

Как ще се отхвърне българския трудов народ от тая фашистка диктатура?

Българските трудови маси изнемогват под кървавия режим на Цанков. Те са сломени, те нямат достатъчно сили у себе си за да съборят сами тази варварска власт.

Подкрепата на международните трудящи се маси и на общественото мнение е необходима. Тя е належаща.

Наистина, тя се дава. Работничеството в много държави е манифестирало вече против режима на Цанков. Устрои се протестационни събрания във Виена, Грац, Париж и др. европейски градове против софийските палачи. Отправиха се протести на работнически организации, на дружествата на червената помощ, на отделни филантропически дружества и отделни общественици, против режима на кървавите диктатори.

Всички комунистически партии в света, заклеиха ражма на Цанков като най-кървав какъвто света познава.

От друга страна, много социалистически вестници в Европа осъдиха режима на Цанков.

Конгреса на социалистическия интернационал в Марсилия, от своя страна, чрез своя председател, заяви, че **днешните властелини в България от горе до доле са зацапани в кръв** и че техните насилия са, които предизвикват бунтовете в страната.

Обаче, тия протести трябва да се засилят.

Те трябва да обхвалят по-широк кръг хора.

Ние се обръщаме към европейския пролетариат, към трудящите се маси и прогресивното общественото мнение в целия свет и специално в страните, по чиято милост се крепи режима на палачите в България, да спасят българския трудов народ от изтребление.

Лозунгите: долу военното положение, долу системата на политическите убийства, отменение на 280-те смъртни присъди на работници, селяни и интеллигенти, долу убийците на българския народ трябва да се издигнат от целото работничество и прогресивното общественото мнение.

Протестите против режима на палачите трябва да продължат. Те не трябва да спрат до като не се сгромоляса този позорен режим.

Бойкот на Цанкова България!

Г. Казановски

Националните малцинства в Ромъния

Положението им в Южна Добруджа.

(Кореспонденция от Добруджа.)

Ромъния излезе от световната война с реализиран «национален идеал» — обединението на всички ромъни в границите на велика Ромъния. Като резултат от тази нейна националистическа политика са и завладените големи, а некаже и компактни маси от други народности, които днес съставляват 42% от общото население в страната и стоят високо в икономическо, политическо и културно отношение.

За да запази своето господстващо положение олигархична Ромъния прибегна към най-реакционни мерки, отнемайки и най-елементарните права на тия малцинства за пълното свободно развитие, въпреки «гарантиите» предвидени в мирните договори. При това положение лесно

обяснимо е недоволството на тия малцинства, изразено в борбата, която те водят за запазване на своите права и чести оплаквания към лигата на народите против непоносимия гнет на ромънската олигархия.

Но до като националните малцинства в Трансилвания, Букувина и Бесарабия водят една доста решителна борба за своето економическо и културно развитие, като в ихните две области имат и свои национални партии, в Добруджа и специално Южна Добруджа, анексирана още през 1913 г., където националните малцинства са фактическо болшинство, понеже господстващата нация съставлява незначително малцинство — тази борба се затруднява не само от изключителния режим, при който са поставени да живеят и развиват, а най-вече от некадърността, сервилността и предателството на местните водители на тия малцинства. Лигата на каквато и да била национална партия, която да отстоява техните права, слабо и почти никакво реагиране против безбройните произволи на централната и местна власти, отвориха широко апетита на ромънската олигархия да денационализира този край, като прогони и най-будните елементи от там.

Един бегъл поглед върху политиката на ромънските властници, безразлично от коя партия са били, спрямо тоя пещастей край е достатъчен да уеди всекиго в техните намерения. Вземете който и да било закон, като почнете от изключителния закон, гласуван през 1914 г., според който този край не се управлява по общите закони на страната. Този закон е в сила и днес, макар че новата конституция на либералското правителство го премахна. Минете след това към закона за поданството, според който тукашното население на три пъти вече е откъсвано от работата си и ограбвано при изпълнение на редица формалности, до като извоюва едно несигурно поданство, което и последния агент на сигуранцата може да му отнеме — и свършите с закона за проверка на поземелната собственост, който отнема на селяните $\frac{1}{3}$ от земята и то от тази, за която той успее да докаже, че е нейн собственик. Ами отнемането на всички училищни здания, строени със средствата на населението, затварянето на всички български училища в селата, хилядото съществуване на частни български училища в четирите града на Южна Добруджа, в които децата изучават повечето от материала на официалния ромънски език, а материята си език те изучават **като предмет**, какво друго освен денационализацията на този край цели ромънската олигархия?

Но това не е всичко. Масово ограбване на населението, като почнете от най-дребния служащ и свършете с най-висшия чиновник; побойци на цели села, под предлог че се дири оръжие; арести и разтакания за най-нищожни поводи, а и повечето пъти измислени от самата власт; нескончаема ангария и пр. — всичко това не се ли прави с едничката цел да се предизвика това мирно и трудолюбиво население и докара до отчаяние и саморазправа, а в последната неговото **избиване и прогонване?** А нима малко са прокудените, напусналите имот и родни огнища, скитайки се помили-недраги, хванали пътя на емиграцията, числото на който отведена надхвърли 35 хиляди? И като венен на всичко това, правителството е решило и са отпуснати необходимите за целта кредити да колонизира този край с ромъни-македонци, доведени чак от Македония, навярно поради обстоятелството, че направеният опит с ромъни от старото кралство почти удари на камък.

Ясна е като бел ден политиката, която олигархията преследва по отношение на националните малцинства в страната и частно към тези от нашия край: спъване тяхното икономическо и културно развитие и превръщането им в безработни роби, иначе показва им пътя на емиграцията.

Националните малцинства в Ромъния, през главите на своите водачи, продажни и некадърни, готови винаги да продадат интересите и свободите на собствената си нация, трябва да си подадат ръка и вземат в своите собствени ръце борбата за запазване своите легитимни права. И в тази си борба те сигурно ще имат подкрепата на ромънското работничество и селячество, което не по-малко от тех изпитва непоносимия гнет на собствената си олигархия, макар и тя, стремейки се да им отвлече вниманието от противонародната политика, която води, се мъчи да им вжлъчва в главите, че те са «господстващата нация» и настроива против другите националности.

Само по пътя на смелата и решителна борба националните малцинства ще извоюват условията за своето економическо, политическо и културно развитие. Този, а не друг, е пътя и на населението от този край.

Добруджа, 20 август 1925 г.

* * *